



**ENQUETE SOCIO – ECONOMIQUE SUR LA
CONTRIBUTION DES TRANSFERTS DANS
L'ECONOMIE DES MENAGES AGROPASTORAUX
DU BRAKNA ET DU GORGOL**

RAPPORT - FINAL

Bureau d'Etudes :
PERIODE :

Mauritanie 2000 Sarl- Ilot D 20- BP 3056- Nouakchott
Décembre 2012 – Février 2013

TABLE DES MATIERES

Sommaire

I - INTRODUCTION :	4
II - METHODOLOGIE :	6
2-1. Compréhension des termes de référence :	6
2.2 Champ d'action de l'Etude :	6
2.3 Démarche méthodologique :	7
III- RESULTATS DE L'ENQUETE " MENAGE " :	9
3.1 COMPOSITION DU MENAGE	10
3.2 HABITAT	11
3.3 ACTIVITE	14
3.4 CONSOMATION ET REVENU DES MENAGES	14
IV- RESULTATS DU " FOCUS-GROUP " :	23
4.1 Populations concernées par l'étude :	23
4.2 Activités Economiques par Ordre d'importance :	24
4.3 Niveau et Importance de la Production Agricole :	25
4.4 Durée de couverture de la Production Agricole :	25
4.3 Niveau et Fréquences des montants Transférés :	26
4.4 Destinations des Transferts :	27
4.5 Les transferts, Compensent-ils le manque à gagner de la Production Agricole ?	27
4.6 Causes du Désintéressement des personnes actives des activités	28
Agropastorales :	28
4.7 Durabilité de la Stratégie des cash-Transferts !	29
4.8 Solutions préconisées pour Freiner l'émigration ou l'exode rural :	29
V- ANALYSE DES RESULTATS :	30
5.1 Aperçu historique du phénomène de l'émigration dans les zones d'étude :	30
5.2 Problématique des Transferts au sein des ménages ruraux :	31
5.3 Causes du Désintéressement des personnes actives des activités agropastorales :	Erreur !
Signet non défini.	
VI- PERCEPTION ET AVIS DES POPULATIONS SUR LE PROGRAMME CASH-TRANSFERT :	34

6.1 - Perception des populations du programme "Cash-Transfert ":	34
6.2 - Solutions des populations pour freiner l'émigration :	35
6.3 - Souhaits des populations :	37
VII – CONCLUSION – RECOMMANDATIONS :	38
VIII – ANNEXES.....	43
I - IDENTIFICATION DU MENAGE :	45
I – LOCALITE :	52
III – ACTIVITES ECONOMIQUES	53

TABLEAUX ET GRAPHES

Tableau 1: Répartition des localités selon le nombre de ménages interviewés	9
Tableau 2: Répartition des ménages enquêtés selon l'ethnie	9
Tableau 3 : Types d'Habitat dans la zone de l'étude	11
Tableau 4 : Statut d'occupation de l'haitat.	12
Tableau 5 : Types d'éclairage dans la zone de l'Etude.	12
Tableau 6 : Source d'énergie pour la cuisine.	12
Tableau 7 : Mode d'évacuation des ordures ménagères.	13
Tableau 8 : Types de toilettes à la disposition des ménages dans la zone de l'étude.	13
Tableau 9 : Temps alloués aux différentes activités économiques exercées par les ménages	14
Tableau 10 : Différents postes de dépenses des ménages.	14
Tableau 11 : Principales sources de revenus.	15
Tableau 12 : Problèmes ressentis par les ménages après le départ des actifs du ménage.	21
Tableau 13 : Principales suggestions pour atténuer l'émigration des personnes actives.	22
Tableau 14 : localités concernées par l'Etude.	23
Tableau 15 : Classification des principales activités selon les discussions de groupe.	24
Tableau 16 : Niveau de couverture des besoins par la production propre.	25
Tableau 17 : Appréciation de la couverture du gap entre les besoins du ménages et la production agricole.	25
Tableau 18 : Niveau des transferts suivant les zone des exodants et des immigrés.	26
Tableau 19: Niveau des ressources transférées allouées aux postes de dépenses des ménages.	27
Tableau 20: Niveau de couverture du Gap de production par les transferts	27
Tableau 21: Principales causes affectant négativement la production agricole chez les ruraux.	28
Tableau 22: Opinion sur la durabilité des transferts (cash et ressources des immigrés et exodants).	28
Tableau 23: Suggestions issues des discussions de groupes.	29
GRAPHES	
Graphe 1 : Taille des ménages.	10
Graphe 2 : Catégorisation des ménages.	10
Graphe 3 : Taille des ménages selon les catégories.	11
Graphe 4 : Membres du ménages ayant migré.	16
Graphe 5 : Principales destinations des actifs quittant les ménages.	18
Graphique 6 : Niveau et destination des transferts suivant les catégories des ménages.	19
Graphe 7 : Niveau des transfert selon les catégories.	20
Graphique 8 : Représentation graphique Problèmes ressentis par les ménages après le départ des actifs du ménage.	21
Graphique 9 : Mesures suggérées pour atténuer l'exode.	22

I - INTRODUCTION:

La crise financière mondiale ajoutée à la dure sécheresse qui sévit au Sahel depuis plus de trois décennies n'ont pas épargné les producteurs nationaux qui malgré les efforts qu'ils fournissent connaissent un endettement excessif et une faible production. En Mauritanie, elle s'est manifestée par une hausse des prix de denrées alimentaires, des déplacements de populations et une pauvreté chronique qui touche plus de 54% des citoyens. L'insécurité alimentaire et la malnutrition récurrentes exposent plus de 700.000 personnes dans l'insécurité alimentaire atteignant un pic de 1.000.000 de personnes en juillet 2102. Les populations les plus dépendantes de la production et de la demande de main d'œuvre agricole, des pâturages locaux, des produits de cueillette, et qui achètent une grande partie de leur nourriture sont les plus à risque d'insécurité alimentaire. Il s'agit, en grande partie, des ménages pauvres de la zone de cultures pluviales et de la zone agropastorale. Autrement dit, 21,2% de la population Mauritanienne vit avec moins de 1.25 USD par jour. L'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas 59 ans et seuls 57,5% des adultes sont alphabétisés.

Au niveau du Brakna et du Gorgol, le potentiel agro-pastoral demeure important mais, n'arrive pas à couvrir les besoins des ménages sur une base durable. Dans ces Wilaya, le niveau de pauvreté demeure élevé avec plus de 60% des populations qui vivent en dessous du seuil de Pauvreté (Cf, Profil de pauvreté ONS 2008).

Les politiques agricoles notamment au niveau de l'irrigué, censées contribuer et renforcer la production agricole n'ont pas donné les résultats escomptés, ce qui a engendré beaucoup d'abandons, surtout au niveau des petits producteurs et provoqué un exode massif des ruraux dans les centres urbains (Nouadhibou, Zouerate et Nouakchott surtout) et à l'extérieur.

Déjà, en plus d'être à la queue du seuil de pauvreté, ces deux régions affichent des taux récurrent de malnutrition aigue globale toujours élevés tant en période post-récolte qu'en période de soudure et dépassant le plus souvent le seuil toléré des normes internationales.

Cette conjugaison de circonstances malheureuses a contribué à bouleverser la vie socioprofessionnelle des agropasteurs, les poussant à fuir les conditions difficiles de la vie en campagne et à se rendre directement en ville sans ressource, ni qualification professionnelle à la quête d'un emploi salarié pour satisfaire les besoins de la famille restée au village. Certains parmi eux, pratiquent des mouvements saisonniers et d'autres des déplacements de longue durée.

Cependant, faute d'information fiable et consensuelle émanant des pourvoyeurs d'information opérant dans les wilayas, il était difficile pour les autorités régionales de prendre des décisions, de communiquer ou d'alerter leur hiérarchie sur la situation alimentaire et nutritionnelle des Wilayas dont ils ont la lourde responsabilité d'administrer.

Pour pallier à ce déficit et partant résoudre autant que faire se peut la question d'information, l'Union Européenne et OXFAM ont initié et financé un projet pour l'amélioration de l'information sur

la Sécurité alimentaire au Brakna et au Gorgol en partenariat avec l'Association Nutrition Et Développement (ANED, un ONG nationale.

En plus de son objectif globale de contribuer à l'amélioration de la Sécurité alimentaire et de la résilience des ménages vulnérables en Mauritanie et plus particulièrement au Gorgol et au Brakna, ce projet a pour ambition de contribuer à mettre en place un Système d'Information Consensuelle sur la Sécurité alimentaire Régionale(SIC-SAR) sous l'autorité des Waly.

Les cellules Régionales de Coordination du MAED en leur qualité de Présidents des deux Comités Techniques constituent les bras opérationnels des deux Comités de Pilotages présidés chacun par le Wali.

C'est dans ce contexte que des enquêtes périodiques sont menées avec l'appui du Comité Technique. Les enquêtes conduites à la suite d'une campagne d'hivernage très médiocre (2011-2012) ont révélé que des membres actifs des ménages ont du quitter leur milieu à cause :

- (i) De la Sècheresse
- (ii) De la faible production
- (iii) Du Manque de pâturages

Aujourd'hui, force est de constater que la désaffection agricole a fait que plusieurs bras valides ne s'adonnent plus aux activités agropastorales laissant ainsi certains ménages avec une population vieillissante ou des femmes incapables de combler le gap laissé par les nombreux départs dans les ménages. L'attrait de nouvelles opportunités a créé un vide dans le monde rural.

Au regard de cette situation, il était devenu important d'entreprendre **la présente étude** pour approfondir la réflexion sur ce désaveu des activités agropastorales et **la contribution de plus en plus importante des transferts dans l'économie des ménages.**

Pour se faire, l'ANED qui a la lourde charge de superviser le travail demandé, a confié les prestations demandées au Cabinet Mauritanie 2000sar, après un Appel à candidature, pour mener à bien la présente étude.

Nous saisissons également cette occasion pour remercier les autorités administratives du Brakna et du Gorgol qui se sont disponibilisées pour nous faciliter le travail de terrain et qui ont bien voulu nous introduire auprès des populations à travers leurs élus (Maires et Conseillers) des communes concernées.

Nos remerciements vont enfin aux populations des Zones d'études concernées et à travers les Maires de leur Commune respective dont l'accueil et la franche collaboration ont fortement contribué à la réussite de la mission.

II - METHODOLOGIE :

2-1. Compréhension des termes de référence :

Conformément à l'esprit des termes de référence et aux objectifs de l'étude ci-dessus énumérés, il est demandé au consultant de conduire une étude socio-économiste sous forme d'enquête pour approfondir la réflexion sur le désaveu des activités agropastorales et la contribution de plus en plus importante des transferts dans l'économie des ménages.

Autrement dit, le consultant doit :

- Diagnostiquer les raisons du désintéressement des personnes actives des ménages à vocation agropastorale.
- Cerner le nombre de ménages dont la survie dépend des transferts faits par les personnes se trouvant à l'extérieur des ménages (: migrants temporaires, de longue durée, parent à l'extérieur du ménage mais vivant en Mauritanie et dans les Etats de la sous-région.
- Evaluer les fréquences et le niveau des montants transférés.
- Apprécier la destination des montants transférés (alimentation exclusive, autres postes de dépenses familiales, infrastructures.
- Voir si les transferts compensent le manque à gagner, du point de vue production agro-pastorale, causé par les départs des personnes actives dans les ménages.
- Apprécier la durabilité de cette stratégie d'accompagnement.

2.2 Champ d'action de l'Etude :

Le champ d'action de l'étude couvre dix huit (18) localités situées dans deux Wilaya :
Le Gorgol et le Brakna.

Au Brakna, Neuf (09) localités sont concernées : Il s'agit notamment des chefs lieux de Moughataa et villages suivant :

1. Magtalahjar
2. Boghé
3. Dabbé – 4.Ferralla – 5.Niabina- 6.Bahé – 7.Débaye-El Hijaj - 8.Bagodine – 9.Fondou-

Au Gorgol, Neuf (09) localités sont retenues : Il s'agit notamment des chefs lieux de Moughataa et villages suivant :

1. Rindiaw
2. Sinthiou
3. Djéol - 4 Tokomadji – 5. Maghama – 6.Fimbo -7. Débaye Beylougué- 8.Waly – 9.Synthiane

Les 18 localités ciblées sont pour la plus part comprises dans la zone d'intervention d'OXFAM à travers ses programmes moyens d'existence, d'action humanitaire et du PAISA-BG.

2.3 Démarche méthodologique :

Pour mener à bien la présente étude et soucieux de la pertinence et de la qualité des prestations demandées, nous avons adopté une démarche participative qui a mis l'accent sur les entretiens à la fois collectifs sous forme de focus-group et individuels au niveau des ménages.

Autrement dit, nous avons administré sur le terrain deux fiches modèle d'enquête :

- **Une Fiche village** : sous forme de " focus-group " où le Maire et ses conseillers, le Chef de village et ses notables, les responsables de coopératives féminines et jeunes sous l'arbre à palabre ou chez le chef sont invités à prendre part aux discussions sur leurs conditions de vie et d'existence au niveau du terroir, les transferts de fonds en provenance de l'extérieur au sein des ménages, les Cash-transferts et leurs provenances, les destinations et les fréquences des montants transférés et la durabilité de la stratégie des Cash-transferts.

- **Une fiche d'enquête "ménage"** : où le ou la Chef de ménage est invité (e) à répondre aux différentes rubriques retenues dans le questionnaire.

Une telle démarche a l'avantage de mettre tous nos interlocuteurs à l'aise au moment des entretiens mais permet également de recueillir le maximum d'informations essentielles et pertinentes sur les raisons du désintéressement des personnes actives des ménages à vocation agropastorale, le nombre de ménages dont la survie dépend des transferts faits par les personnes se trouvant à l'extérieur des ménages , la Destination prioritaire des transferts, la Provenance des transferts etc...

Compte tenu des réalités de terrain et du rajout des localités de Débaye El Hijaj et Dabayé Hel Guélaye au dernier moment, nous avons pu au bout de dix jours de terrain, administrer en moyenne 20 fiches ménages pour les grandes villes et 15 pour les autres localités. Pour ne pas biaiser les données de l'enquête, la sélection des ménages représentatifs de chaque localité est arrêté en commun accord avec les responsables de villages sur la base des critères suivants :

- Choix équitable des ménages dans les différents quartiers du village
- Répartition suivant la taille du ménage : Grand, moyen et petit
- Assurer une homogénéité dans les moyens d'existence du ménage :
Nantis –moyens – pauvres.
- Choisir le ménage au hasard, sans tenir compte au préalable qu'il soit Bénéficiaire de cash-transfert ou non.

Certes, toutes ces investigations n'ont pu réellement s'opérer sur le terrain sans difficultés : En effet, nous avons connu des retards énormes dans l'introduction des enquêteurs, dans les démarches administratives et des lenteurs dans les déplacements entre les différentes localités si bien que nous avons fait quelque fois des enquêtes de nuit à l'aide d'une torche pour prendre des notes. Il nous est également arrivé avec certains chefs de ménage et pour certains "Focus-Group" de restituer le contenu de la discussion.

Dans tous les cas de figure, l'essentiel a été fait et le travail a pu se dérouler dans les règles de l'art au niveau de toutes les localités et avec tous les ménages retenus. Enfin, la participation des populations et ménages a été franche et effective.

III- RESULTATS DE L'ENQUETE " MENAGE " :

Tableau 1: Répartition des localités selon le nombre de ménages interviewés

Nom du village	Effectif	%
BRAKNA		
MAGHTALHJAR	22	7.3
BOGHE	31	10.3
BAGODINE	15	5.0
FONDOU	16	5.3
DABBE	15	5.0
FERALLA	17	5.6
DEBAYE – EL HIJAJ	16	5.3
NIABINA	13	4.3
MBAHE	20	6.6
GORGOL		
RINDIAW	12	4.0
SINTHIOU	16	5.3
DJEOL	15	5.0
TOKOMADJI	15	5.0
DEBAYE- BEILOUGUE	14	4.6
FIMBO	15	5.0
MAGHAMA	21	7.0
WALY	15	5.0
SINTHIANE	14	4.6
Total	302	100.0

Les ménages enquêtés appartiennent dans en majorités à l'ethnie Pulaar qui constitue l'ethnie dominante dans la zone ciblée par l'étude (78,5%). L'ethnie maure constitue la deuxième communauté avec 20,2% des enquêtés. On note qu'il n'y a pratiquement pas de soninkés et de ouolof dans la zone d'étude.

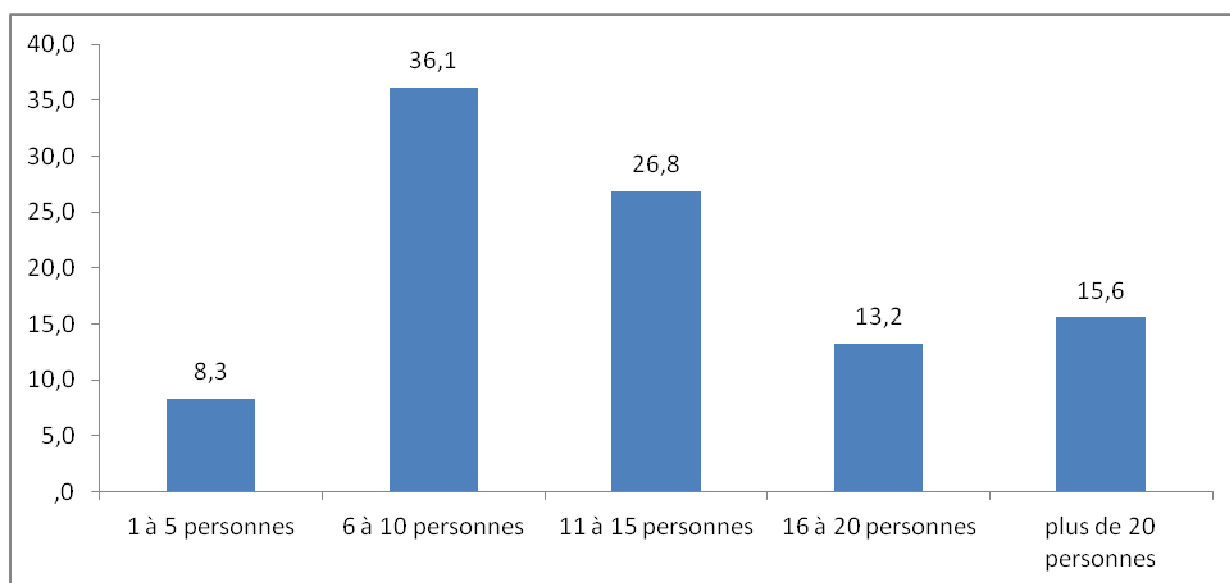
Tableau 2: Répartition des ménages enquêtés selon l'ethnie

ETHNIE	Effectif	%
Maure	61	20.2
Pulaar	237	78.5
Soninke	3	1.0
Ouolof	1	0.3
Autre	302	100.0

3.1 COMPOSITION DU MENAGE

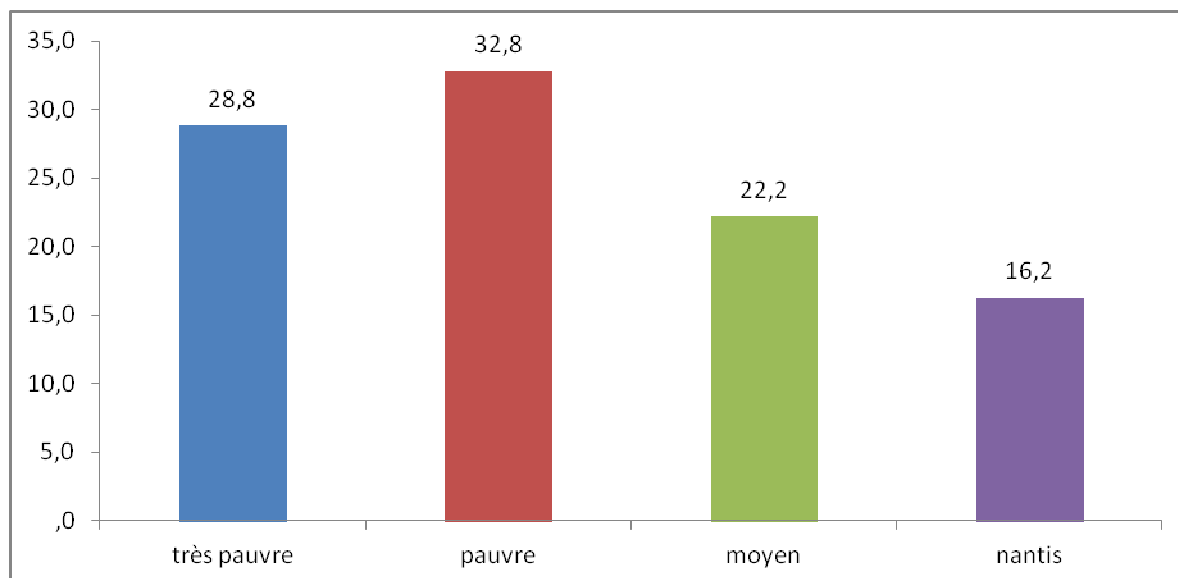
Les résultats de l'enquête montrent que la taille des ménages est relativement grande avec une moyenne de 13 personnes par ménage. En effet plus de 36,1% des ménages ont une taille comprise entre 6 et 10 membres, près de 27% ont une taille comprise entre 11 et 15 personnes.

Graphe 1 : Taille des ménages.



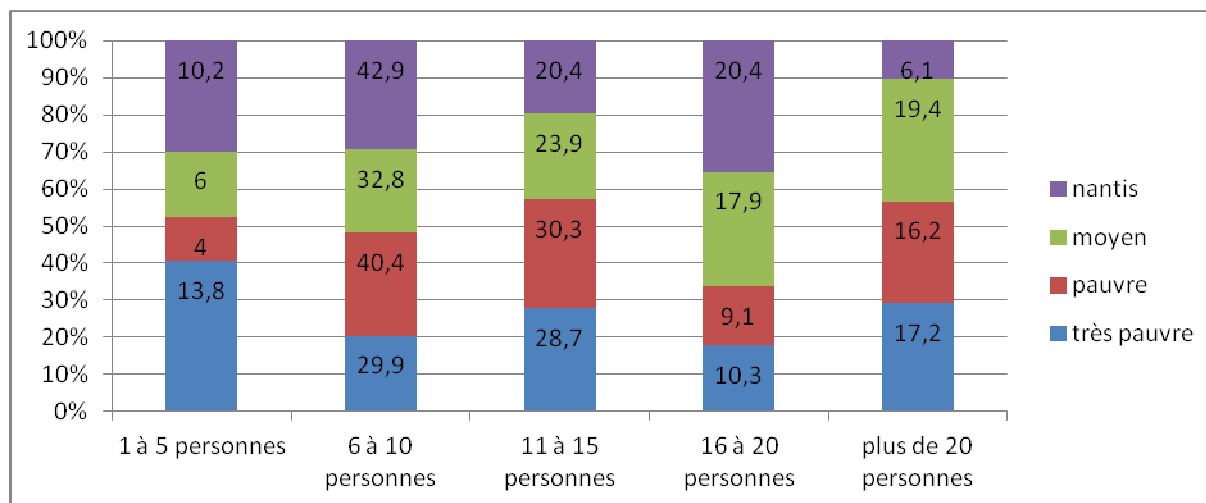
Le classement des ménages enquêtés suivant les catégories de pauvreté montre que les pauvres dominent avec 32,8% des enquêtés. Ils sont suivis numériquement par les très pauvres (28,8%). Les moyens et les nantis représentent respectivement 22,2% et 16,2%.

Graphe 2 : Catégorisation des ménages.



L'examen de la taille de ménage selon les catégories socioéconomiques indique que les ménages de très grande taille (plus 20 personnes) se rencontrent plus chez les moyens pauvres (19,4%), les très pauvres (17,2%) et chez les pauvres avec 16,2%. Chez les nantis cette proportion n'est que de 6,1%.

Graph 3 : Taille des ménages selon les catégories.



3.2 HABITAT

Les résultats révèlent que le type d'habitat dominant chez les communautés visitées, est constitué de cases ou de maisons en banco qui représentent près de 66%. Le deuxième type assez répandu est les maisons en ciment (28,1%).

Tableau 3 : Types d'Habitat dans la zone de l'étude

Type de Domicile	Effectif	%
Tente	5	1.7
Hutte	6	2.0
Case/Banco	6	2.0
Maison/Banco	199	65.9
Maison/Ciment	85	28.1
Autre	1	0.3
Total	302	100.0

La quasi-totalité des ménages sont propriétaires de leur maison (97%). Les autres catégories sont des ménages logés gratuitement (1,7%), les locataires (0,7%) et les ménages logés par le parent ou l'employeur (0,7%).

Tableau 4 : Statut d'occupation de l'haitat.

Statut d'occupation	Effectif	%
Propriétaire	293	97.0
Locataire	2	0.7
Logé/gratuit	5	1.7
Appropriation	0	0.0
Logé/employeur	2	0.7
Total	302	100.0

Les moyens les plus utilisés pour l'éclairage est la torche avec (54,6%) des ménages, suivis de l'électricité avec 32,8% des ménages (21,9% pour le réseau électrique, 9% pour les groupes solaires et 1,3M pour les groupes électrogènes

Tableau 5 : Types d'éclairage dans la zone de l'Etude.

Source d'éclairage	Effectif	%
Electricité	66	21.9
Gr.Electro	4	1.3
Gr.solaire	29	9.6
Lampe /pétrole	19	6.3
Bougie	19	6.3
Feu/bois	0	0.0
Torche	165	54.6
Autres	0	0.0
Total	302	100.0

S'agissant de l'énergie utilisée pour la cuisine, le bois avec 71,5% des ménages est de loin la source la plus citée par les ménages, suivi du charbon de bois qui est utilisé par 17,9% des ménages. Les ménages qui utilisent le gaz ne représentent que 7%.

Tableau 6 : Source d'énergie pour la cuisine.

Source d'énergie pour la Cuisine	Effectif	%
Charbon de bois	54	17.9
Bois	216	71.5
Gaz	21	7.0
Electricité	0	0.0
Autres	11	3.6
Total	11	100.0

L'analyse des réponses des enquêtés pour la question d'évacuations des ordures montre que plus de la moitié des ménages (51,7%), jettent tout simplement ces ordures dans la rue. Une proportion de 32,1% des ménages collecte leurs ordures dans une poubelle domestiques avant de les jeter dans un dépôt d'ordures et 13,9% procèdent à l'incinération des ordures.

Tableau 7 : Mode d'évacuation des ordures ménagères.

Mode d'évacuation des ordures	Effectif	%
Collectées	97	32.1
Jetées	156	51.7
Brûlées	42	13.9
Enterrées	5	1.7
Autres	2	0.7
Total	302	100.0

Concernant l'existence et l'utilisation des toilettes, les résultats montrent que 7,5% disposent de toilettes contre 15,9% qui n'en disposent pas. On note 6,3% des ménages utilisent des cuvettes ou des seaux pour leurs besoins ;

Tableau 8 : Types de toilettes à la disposition des ménages dans la zone de l'étude.

Type de Toilettes	Effectif	%
Latrine avec Fosse	225	74.5
Cuvette/seau	19	6.3
Pas de toilette	48	15.9
Autres	10	3.3
Total	302	100.0

3.3 ACTIVITES PRATIQUEES PAR LES MENAGES

L'analyse des activités des membres des ménages indique que l'agriculture constitue la principale activité des chefs de ménages. En terme de temps les chefs de ménages consacrent 56% de leur temps à l'agriculture, 6,2% au commerce, 3,6% à l'élevage et seulement à 0,5% font la pêche. Par contre chez les mères, même si la proportion de celles qui s'adonnent aux activités agricoles est importante (29.6%), c'est plutôt les activités domestiques qui occupent plus de leurs temps (58,3%).

Tableau 9 : Temps allouées aux différentes activités économiques exercées par les ménages

	Agriculture	Elevage	Pêche	Commerce	Autres
Chef de ménage (en % de temps)	59.6	4.6	0.5	6.2	29.1
Mère de famille (en % de temps)	29.6	0.8	0.1	11.2	58.3
Autre (s) actif (s) en % de temps)	36.7	7.7	0.4	17.8	37.4

3.4 CONSOMATION ET REVENU DES MENAGES

Au regard de la valeur moyenne de la consommation par ménages par poste de dépense au cours du mois de novembre, on retient que le riz avec 12.507 UM, le couple viande/ poisson avec 14.132 UM, le sucre/café/thé avec 11.939 UM et les dépenses de cérémonies avec 11.600 UM constituent les principales charges des ménages

Tableau 10 : Différents postes de dépenses des ménages.

Poste de dépenses	Consommation mensuelle moyenne en UM
Riz	12,507
Autres céréales	9,973
Poisson/viande	14,132
Huile	9,375
Lait	7,233
Sucre/Café/Thé	11,939
Savon	4,231
Dépenses de santé	5,315
Dépenses d'éducation	3,259
Habillement/chaussures	8,848
Cérémonies/Funérailles/Festivités	11,600
Autres	3,922

Concernant les sources de revenus des ménages, les résultats de l'enquête indiquent que l'agriculture est la principale source pour 57,6% des ménages. Elle est suivie, dans une moindre

mesure, par les transferts/mandats (17,5%), les salaires : pension de retraite (7,9%) et le commerce (7,3%).

Tableau 11 : Principales sources de revenus.

Principale source de Revenu du Ménage	Effectif	%
Agriculture	174	57.6
Commerce	22	7.3
Elevage	3	1.0
Artisanat	0	0.0
salarié/pension retraite	24	7.9
mandat	53	17.5
Autre	26	8.6
Total	302	100.0

S'agissant de savoir si la production des ménages couvre l'ensemble des besoins des ménages, **près de 90% des ménages affirment que leur production est insuffisante pour couvrir leurs besoins. La vente de la production est plus pratiquée par les catégories des pauvres et des très pauvres. Les moyens et les nantis ont tendance à recourir à d'autres pratiques que de vendre leur production agricole. Ils s'appuient davantage sur le cheptel et les transferts.**

Au moment de passage de l'équipe de collecte, 75,2% des ménages ont déclaré qu'ils ne disposent pas de stocks de céréales, contre seulement 24,8% qui ont des stocks de céréales. Toutefois, ce sont 4,6% seulement des ménages qui estiment que leur stock actuel est suffisant pour couvrir les besoins.

A la question de savoir si les réserves alimentaires des ménages ont augmenté à la suite des interventions des projets dont ils sont bénéficiaires, les résultats montrent que 23,2% ont répondu par l'affirmative **contre 76,8% qui estiment que leurs réserves n'ont pas augmenté.**

	Effectifs	Pourcentage
Votre production est-elle suffisante ou insuffisante pour vos besoins		
Suffisante	31	10.3
insuffisante	271	89.7
Total	302	100.0
Disposez-vous de stocks (stock et/ou approvisionnement) de céréales		
Oui	75	24.8
Non	227	75.2
Total	302	100.0
Pensez-vous que votre stock actuel est suffisant pour couvrir les besoins		
Oui	14	4.6
Non	288	95.4
Total	302	100.0
Est-ce vos réserves alimentaires ont augmenté à la suite de l'intervention du projet		
Oui	70	23.2

Non	232	76.8
Total	302	100.0
Si oui combien de mois vos réserves alimentaires permettent--il de couvrir vos besoins?		
1 mois	15	21.4
2 mois	9	12.9
3 mois	1	1.4
4 mois	17	24.3
5 mois	5	7.1
6 mois	16	22.9
7 mois	3	4.3
8 mois	3	4.3
12 mois	1	1.4
Total	70	100.0

Parmi les ménages visités, plus de la moitié (54,6%) affirment avoir reçu des transferts soit des exodants, soit des immigrés ou des programmes des partenaire pratiquant du cash transfer. **Les ménages moyens et les nantis se taillent la plus grande portion des ressources issues des transferts des immigrés avec respectivement 46,9% et 61,2%.**

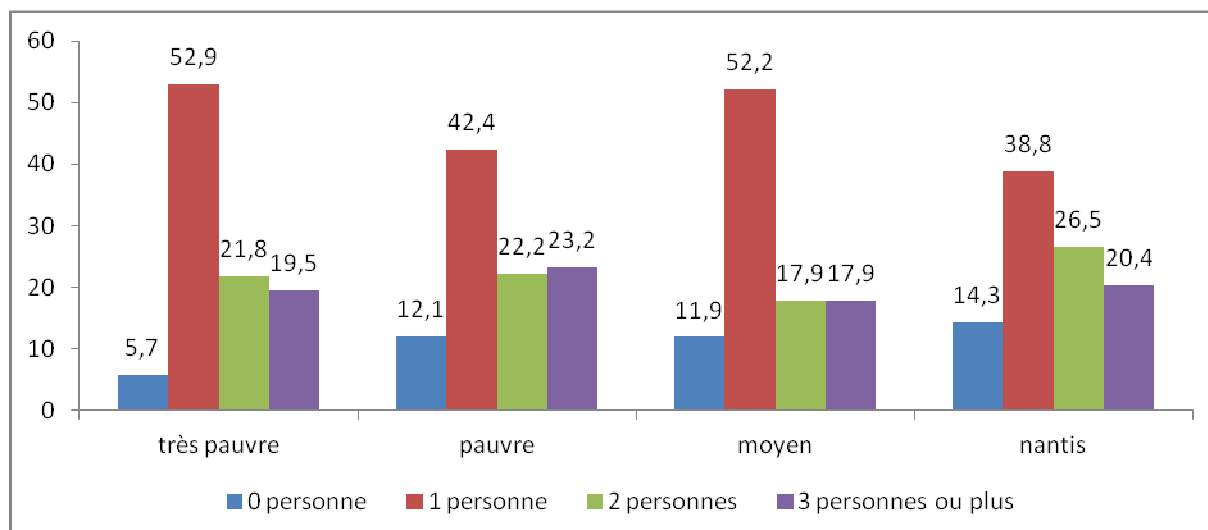
Cependant seulement 16,4% affirment que le transfert d'argent suffit-il à lui seul pour combler le déficit de la production agricole. Il y a une disparité entre les catégories de pauvreté

Le transfert d'argent suffit-il à lui seul pour combler le déficit de la production agricole					
Oui	19,0	15,3	19,5	8,7	16,4
Non	81,0	84,7	80,5	91,3	83,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Migration

Les résultats de l'enquête indiquent que la grande majorité des ménages (89,4%) comptent au moins une personne qui a quitté le village. En effet 47% des ménages ont enregistré un migrant, près de 22% comptent deux migrants et 20,5% totalisent 3 migrants ou plus. Seuls 10,6% des ménages n'ont connu la migration des membres de leur famille. Ces taux varient entre les catégories socioéconomiques.

Graph 4 : Membres du ménages ayant migré.



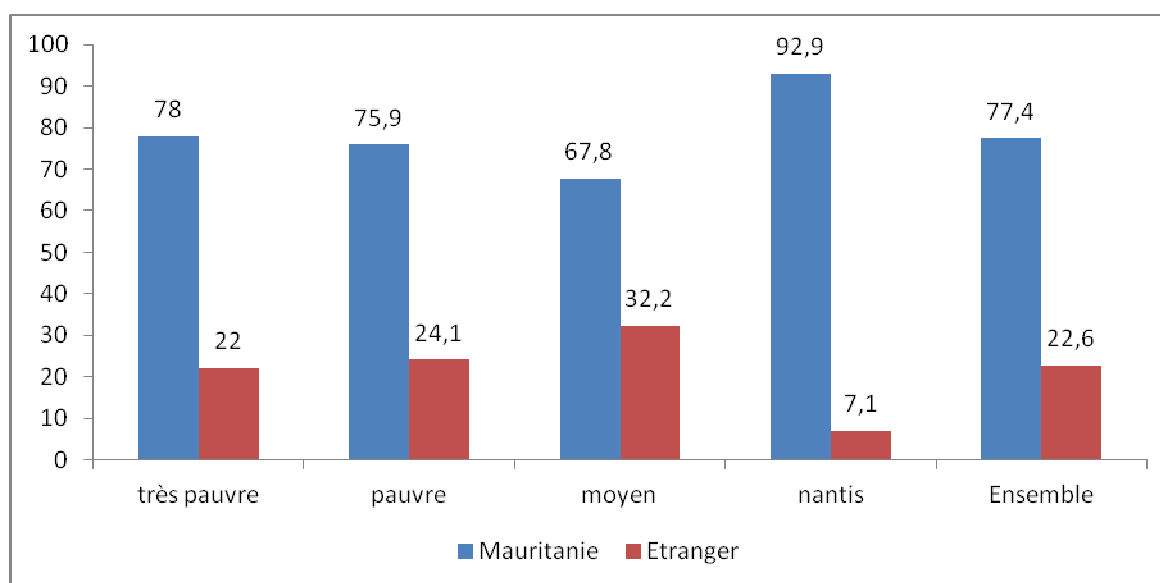
Les raisons de la migration sont multiples, mais les plus fréquentes sont le manque de moyens de survie (45,2% des ménages), manque d'activité (35,6%). Les activités que menaient ces personnes ayant quitté le village étaient, pour la majorité, des activités agricoles (67%).

	Effectifs	Pourcentage
Combien de personne (s) de votre ménage ont quitté le village ?		
0 personne	32	10.6
1 personne	142	47.0
2 personnes	66	21.9
3 personnes ou plus	62	20.5
Total	302	100.0
Pourquoi ont-ils quitté le ménage ou village		
Sécheresse	36	13.3
Manque d'activité	96	35.6
Manque de moyens de survie	122	45.2
Autre	16	5.9
Total	270	100.0
Que Faisaient-ils comme activité dans le village		
Rien	9	3.3
Agriculture	181	67.0
Elevage	6	2.2
Commerce	13	4.8
Artisanat	2	0.7
Autre	59	21.9
Total	270	100.0

Pour ce qui est de la destination des migrants, plus de 77% se rendent dans des villes mauritaniennes contre 22,6% qui optent pour l'étranger. Le graphique ci-dessous fournit les détails selon les destinations des migrants suivant les statuts de pauvreté des ménages

Les résultats montrent que 68,9% qui partent dans des villes mauritaniennes vont à la capitale, 12% à Nouadhibou qui est la capitale économique. Pour ceux qui vont à l'étranger, les résultats révèlent que les pays européens sont les plus cités (44,3%), suivis des pays de la CEDEO (39,3%).

Graphe 5 : Principales destinations des actifs quittant les ménages.



	Effectifs	Pourcentage
Quel est leur lieu de Destination ?		
Mauritanie	209	77.4
Etranger	61	22.6
Total	270	100.0
Si en Mauritanie Où?		
	Effectifs	Pourcentage
Nouakchott	144	68.9
Kaédi	11	5.3
NDB	25	12.0
Zouerate	10	4.8

Autre	19	9.0
Total	209	100.0
Si à l'étranger, Pays ou région	Effectifs	Pourcentage
Maghreb	2	3.3
CEDEAO	24	39.3
Europe	27	44.3
Autre	8	13.1
Total	61	100.0

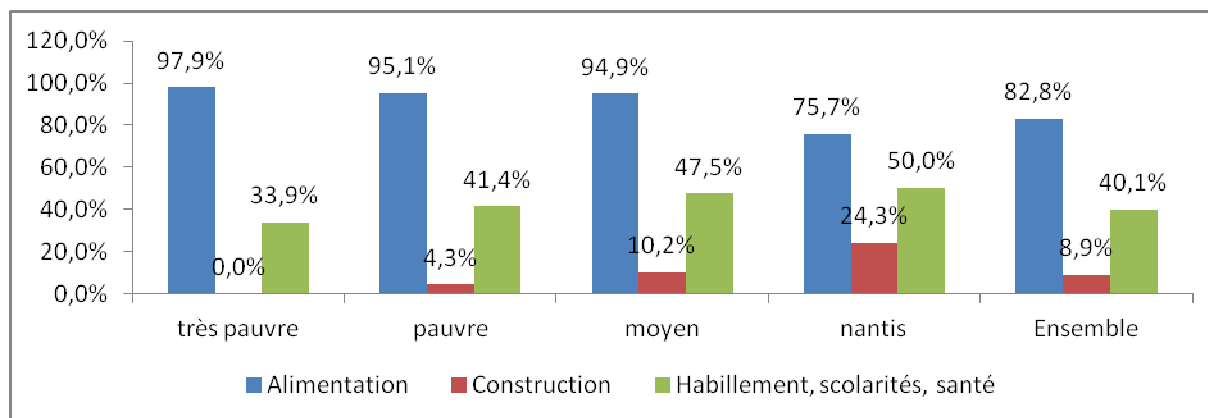
L'analyse des réponses concernant le retour périodique des migrants au village, montre que 65,6% des migrants reviennent annuellement au village, contre 34,4% qui ne reviennent pas chaque année. On note que 74% des migrants qui reviennent chaque année, le font une fois, 17, 1% reviennent 2 fois dans l'année et 7,9% reviennent 3 fois ou plus dans l'année.

	Effectifs	Pourcentage
Reviennent-ils Chaque année ?		
Oui	177	65.6
Non	93	34.4
Total	270	100.0
Si oui combien de fois par an ?		
1 fois	131	74.0
2 fois	32	18.1
3 fois ou plus	14	7.9
Total	177	100.0

Les montants transférés aux ménages sont utilisés pour satisfaire différentes sortes de besoins. **En effet pour 82,8% des ménages, ces transferts servent à satisfaire les besoins alimentaires**, pour 40,4% des ménages ces montants transférés sont aussi utilisés pour l'habillement, les frais de scolarité, les frais d'éducation, les dépenses de santé etc.

On note également dans la satisfaction des besoins alimentaires des disparités entre les catégories socioéconomiques, comme l'indique le graphique ci-dessous :

Graphique 6 : Niveau et destination des transferts suivant les catégories des ménages.



- Pour les très Pauvres : 97,9 % des transferts vont dans l'alimentation

- Les pauvres : 95,1 % " " "

- Les moyens : 94,4 % " " "

- Les " Nantis " : 75,7 % " " "

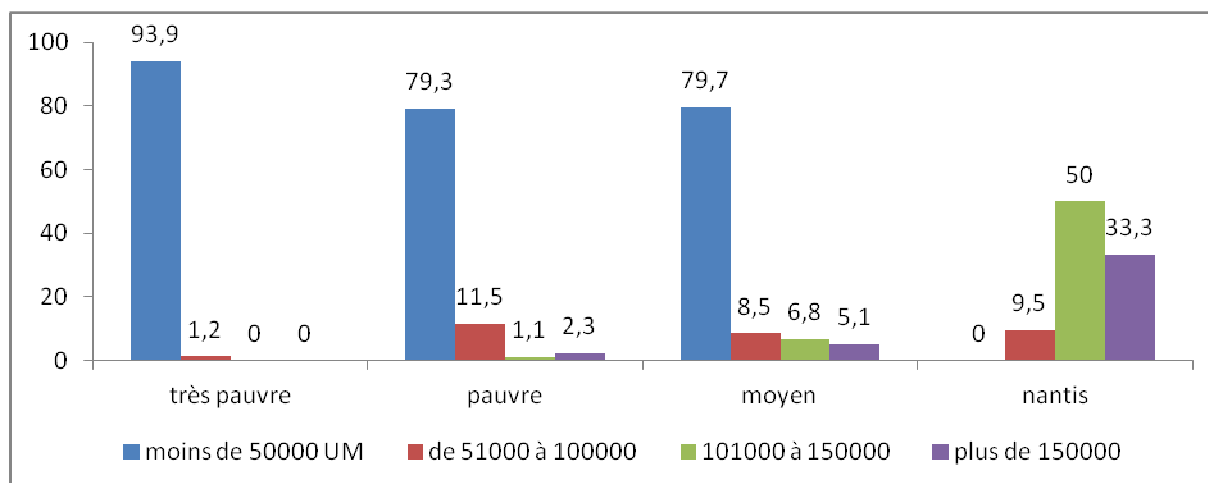
Pour l'ensemble : 82,8 % " " "

Toutefois, on note une quasi absence d'investissements issus des transferts pour les activités agricoles. Seule, l'habitat fait l'objet d'investissement issu des transferts.

Pour ce qui est du niveau des montants transférés, il ressort que pour l'écrasante majorité des ménages (84,8%), les montants sont inférieurs à 50.000 UM.

Les ménages qui reçoivent des transferts supérieurs à 50.000UM représentent 15,2% dont 3% ont des transferts supérieurs à 100.000 UM.

Graph 7 : Niveau des transfert selon les catégories.



Par rapport à la fréquence des transferts, on note pour un peu de la moitié des ménages, la périodicité des envois n'est pas déterminée. Toutefois pour 40,4% des ménages la périodicité des transferts est mensuelle. **Les résultats révèlent que seuls 22,2% des ménages affirment les transferts reçus arrivent bien et bien à compenser le manque à gagner de la production agricole ;**

tandis que la majorité des enquêtés ont répondu par un non à la question. **En outre, ils sont 73,3% des ménages à penser que cette stratégie basée sur les transferts est bonne mais pas durable à cause des chocs que peuvent subir les pourvoyeurs de fonds comme: contraction du marché de l'emploi d'où des licenciements, des maladies prolongées de l'immigré, les tensions sociales et politiques avec des effets négatifs sur l'emploi, etc.....** Les ménages fortement dépendant de ces transferts sont à risque à chaque fois que cela ce produit.

	Effectifs	Pourcentage
Quelles sont les destinations des montants transférés au sein de votre ménage ?		
Alimentation (Nourriture)	250	82.8
Constructions/Bâtiments, villas etc	27	8.9
Autres : Habillement, scolarités, santé	121	40.1
Quelle est le niveau des montants transférés ?		
Moins de 50.000 UM/mois	229	84.8
51-100.000 UM/mois	25	9.3
101.-150.000 UM/mois	8	3.0
Plus de 150 000 UM/mois	8	3.0
Total	270	100.0
Quelle est la fréquence des envois ?		
Mensuelle	109	40.4
Annuelle	22	8.1
Pas fixe	139	51.5
Total	270	100.0
Ces transferts Compensent-ils le manque à gagner de la production agricole ?		
Oui	60	22.2
Non	190	70.4
Pas de réponse	20	7.4
Total	270	100.0
Pensez – Vous que cette stratégie soit durable ?		
Oui	60	22.2
Non	198	73.3
Pas de réponse	12	4.4
Total	270	100.0

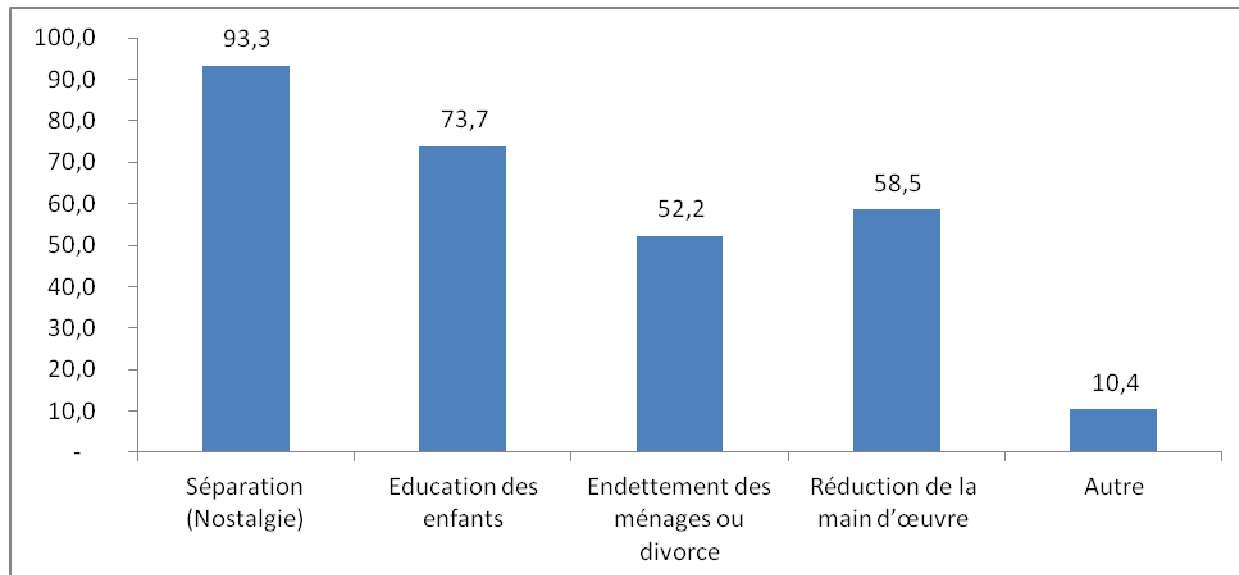
Les effets les plus ressentis après le départ de leur membre vers les autres villes mauritaniennes ou vers l'étranger, sont multiples. On peut citer entre autres la nostalgie due à la séparation (93,3%), l'éducation des enfants (73,7%), une réduction de la main d'œuvre (58,5%) et les problèmes d'endettement et de divorce (52,2% des ménages).

Tableau 12 : Problèmes ressentis par les ménages après le départ des actifs du ménage.

Quelles sont les problèmes que vous vivez après leur départ en ville ou à l'étranger?	Effectifs	Pourcentage
Séparation (Nostalgie)	252	93.3
Education des enfants	199	73.7
Endettement des ménages ou divorce	141	52.2

Réduction de la main d'œuvre	158	58.5
Autre	28	10.4

Graphique 8 : Représentation graphique Problèmes ressentis par les ménages après le départ des actifs du ménage.



Par rapport aux mesures qu'il faut prendre pour freiner l'exode et l'émigration des personnes actives, les ménages préconisent plusieurs alternatives parmi lesquelles on peut citer les plus prépondérantes. Il s'agit de :

- Aménagement agricole (43.4%)
(pour disponibiliser des surfaces plus importantes par ménage) ;
- Approvisionnement en denrées de 1ere nécessité (33.8%); augmenter le niveau des réserves à travers un élargissement et une densification des structures comme : les banques de Céréales, les SAVS, les SACs, les Boutiques EMEL et les Boutiques Communautaires souvent initiées par les Villageois eux même.
- Activités génératrices de revenu (32.5%)
- Mettre en place des centres de formation (17.5%); pour renforcer les capacités des agropasteurs face à un environnement en perpétuel changement ;
- Fournir des équipements agricoles (25.2%) : augmenter la productivité agricole par une mécanisation et des technologies productives adaptées;

Graphique 9 : Mesures suggérées pour atténuer l'exode.

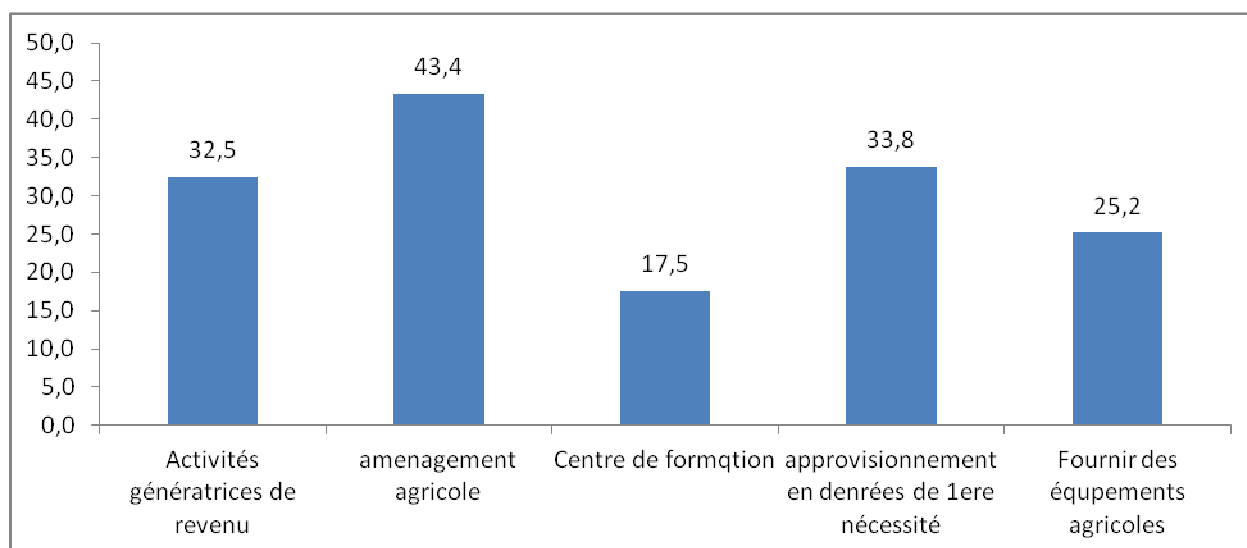


Tableau 13 : Principales suggestions pour atténuer l'émigration des personnes actives.

Que faut-il faire dans le village pour freiner ou enrayer l'émigration des personnes actives?	Effectifs	Pourcentage
Activités génératrices de revenu	98	32.5
aménagement agricole	131	43.4
Centre de formation	53	17.5
approvisionnement en denrées de 1ère nécessité	102	33.8
Fournir des équipements agricoles	76	25.2
mécanisation agricole	1	0.3
projet agricole	1	0.3
projet jardinage, aménagement	1	0.3
Projets agricoles	1	0.3
renforcement des équipes	1	0.3
Renforcer le cash-transfert	1	0.3
Route Bitumée, aménagements	1	0.3
Subventions, Denrées de 1ère N	1	0.3
technique agricole	1	0.3
TRAVAUX ARTISANAUX	1	0.3

IV- RESULTATS DU "FOCUS-GROUP" :

4.1 Populations concernées par l'étude :

La Zone d'étude couvre 18 localités pour une population globale de **106.561** habitants dont 64 % au Brakna et 36 % au Gorgol. Elle est répartie en **12.055** ménages fixes et **5.019** ménages à l'extérieur

soit un total de **17.074** Ménages pour les 18 localités enquêtées. Autrement dit, 29 % des ménages des villages enquêtés se trouvent à l'extérieur.

Le tableau ci-dessous résume le champ d'action de l'étude :

Tableau 14 : localités concernées par l'Etude.

N°	Localité	Nb. D'Habitants	Nb. De Ménages Fixes	Nb. De Ménages à l'extérieur
Brakna				
1	Maghtalahjar	19.076	2.493	583
2	Boghé	25.000	2.300	1.250
3	Dabbé	2.120	325	127
4	Férallah	2.850	330	130
5	Niabina	3.500	463	240
6	Bahé	2.100	295	165
7	Débaye El Hijaj	1.750	250	70
8	Bagodine	5.700	712	240
9	Fonndou	6.300	862	345
	Sous/ Total - Brakna	68.405	8.030	3.150
Gorgol				
1	Synthiou	3.000	230	110
2	Rinndiaw	2.300	315	90
3	Diéwol	5.650	525	340
4	Tokomadji	4.760	335	105
5	Maghama	7.000	1.200	500
6	Fimbo	2.150	205	97
7	Waly	7.600	850	415
8	Synthiane	3.500	365	92
9	Beylougué-Litama	2.200	180	120
	Sous/ Total - Gorgol	38.160	4.025	1.869
	Total Général	106.565	12.055	5.019

Source : Données Fournies sur le terrain par les responsables de la Commune ou du village

4.2 Activités Economiques par Ordre d'importance :

L'Agriculture demeure la première activité économique pratiquée par tous au niveau du Gorgol et du Brakna. Elle est suivie par ordre d'importance par l'élevage (18%) et l'émigration (12%).

Tableau 15 : Classification des principales activités selon les discussions de groupe.

N°	Activité	% d'Occupation	Observations
01	Agriculture	60 %	Tout le monde est agriculteur
02	Elevage	18%	
03	Emigration	12%	
04	Commerce et artisanat	05%	
05	Pêche	03%	
06	Cueillette	02%	

Estimation Faite par les populations des Zones concernées par l'étude.

4.3 Niveau et Importance de la Production Agricole :

La grande majorité (90% environ) des notables, élus et chefs de villages ayant participé au " Focus " ont affirmé que la production agricole est insuffisante pour le ménage exploitant. Les rendements sont généralement compris entre 0,5 t à 1tonne sur le Walo et 2tonnes à 4,5 tonnes / ha pour la riziculture.

Les raisons avancées pour cette insuffisance sont nombreuses : faible niveau techniques des agriculteurs, divagation des animaux, Infection d'insectes, de vers (sésamie) (cantharides) et sautereaux, Manque d'encadrement et de moyens des exploitants etc...

4.4 Durée de couverture de la Production Agricole :

Pour la durée de couverture, les avis sont partagés selon la catégorie et la Zone : En effet, dans les villes comme Boghé , Diwol , Waly et Maghama où il existe un potentiel agricole important et un encadrement technique, la production agricole peut couvrir entre 03 et 05 mois de nourriture pour les ménages moyens et nantis, tandis que pour les autres catégories résidant dans les localités typiquement rurales , elle arrive à peine à donner au ménage deux (2) mois de nourriture.

Ainsi, selon la catégorie, la durée moyenne de couverture de la production agricole est estimée à :

- Un (01) mois pour les **Ménages très pauvres** : Le niveau de production agricole dans la catégorie des plus pauvres ne dépasse pas le mois. En effet dans ces ménages, la production demeure faible et dès fois inexistante, parce que le paysan est souvent contraint de travailler dans les champs des ménages moyens ou plus nantis pour se procurer quelques revenus additionnels. Donc des jours perdus pour la production agricole.
- Deux (02) pour les **Ménages pauvres** : la production agricole couvre à peine deux (02) mois de nourriture par manque de bras valides, de moyens matériels et d'encadrement technique.
- Trois à quatre mois (3-4) pour les **Ménages moyens** : Le niveau de production peut aller jusqu'à 04mois de nourriture parce que pouvant employer des ouvriers agricoles locaux, en provenance du Sénégal ou du Mali.
- Cinq (05) mois pour les **Ménages " Nantis "** : La Production est jugée acceptable et Permet à l'exploitant de couvrir plus de 05 mois de Nourriture parce que ayant la possibilité de faire recours à une main d'œuvre locale avec le surplus des transferts en provenance des émigrés d'Europe ou des USA.
Ces deux catégories ne vendent presque pas la production agricole essentiellement réservée à la nourriture du ménage. Elles ont l'avantage de s'appuyer sur l'élevage car possédant à la fois du cheptel bovin, ovin et caprin en plus des transferts beaucoup Plus consistants issus de leurs membres immigrés.

Globalement, l'agriculture ne fait pas une différence importante au sein des catégories. Seuls deux facteurs créés celles-ci à savoir le capital cheptel et le niveau des transferts.

Il ressort également que le recours au marché est très présent dans la vie des ruraux : marché local, achat dans les structures existantes (BC, SACs, SAVS, Boutiques EMEL). Cette situation est à l'image des performances de l'agriculture mauritanienne (structurellement déficitaire) qui ne couvre qu'entre 30 et 40% (voire moins selon les années) des besoins nationaux en céréales. Cette situation impose à la Mauritanie de recourir aux importations commerciales, aux dons et distributions.

Le tableau ci-dessous récapitule cette situation :

Tableau 16 : Niveau de couverture des besoins par la production propre.

Rubrique/Catégorie	0 à 1 mois de nourriture	02mois de nourriture	3 à 4 mois de nourriture	5 à 6 mois de nourriture
Ménages très Pauvres	X			
" Pauvres		X		
" Moyens			X	
" Nantis				X

Source : Données fournies par les responsables des villages visités

Couverture du Reste de l'année :

Pour le reste de l'année, soit 10 mois de période de soudure pour **les plus pauvres**, 7 à 6 mois pour **les ménages moyens et nantis**, les populations affirment **que les besoins du ménage sont couverts à travers les achats** utilisant les transferts (mandats, pensions, cash-transferts), l'élevage, le commerce, les petits métiers et autres activités d'appoint "AGR".

Tableau 17 : Appréciation de la couverture du gap entre les besoins du ménages et la production agricole.

Rubrique/ Observations	Suffisante (%)	Insuffisante (%)
Production Agricole	10 %	90 %
Raisons	-	- Techniques agricoles utilisées rudimentaires - Manque de moyens matériels - Divagations des animaux - Infection d'insectes, de vairs, de sautereaux
Durée (mois) de Couverture	-	- Deux(2) à 06 mois de nourriture selon la Zone, la catégorie ou localité. Ex : Boghé, Kaédi ville + Diéwol, Waly, Maghama (4-6 mois) de nourriture ; - Les autres localités entre 2 et 3 mois de nourriture pour le ménage.
Couverture du Reste		- 1. Emigration (Mandats, pensions), cash-transferts - 2. Elevage et Commerce - 3. AGR (Petits métiers et activités annexes) - 4. Aide Alimentaire et Dons (Solidarité Parentale)

Source : Données fournies par les responsables des villages :

4.3 Niveau et Fréquences des montants Transférés :

L'écrasante majorité des participants au "Focus-group" classent les transferts en trois catégories :

- a) Les mandats en provenance des émigrés de la sous région, des USA et de l'Europe
- b) Les cash-Transferts émanant des programmes de partenaires au Développement

- c) Le transfert des migrants de courte durée (moins de 6 mois) : ce sont généralement Des ruraux qui se déplacent en période de soudure à la recherche de moyens de Subsistance pour pallier au déficit de production, s’habiller ou se soigner.

Pour le niveau des transferts, la grande majorité des responsables de villages affirment que les montants transférés aux ménages sont généralement inférieurs à 50.000 UM par mois et se situent en moyenne entre 20 et 30.000UM.

Concernant la périodicité des transferts, elle demeure mensuelle pour la grande majorité des ménages ruraux.

Le tableau ci-dessous résume la provenance et le niveau des transferts.

Tableau 18 : Niveau des transferts suivant les zone des exodants et des immigrés.

N°	Provenance des transferts (Zone)	Montant Mensuel/UM	Observations
1	Nkkt, Ndb- Zte	10.000 – 20.000 UM	Les mandats de l’intérieur du pays dépassent rarement 20.000 UM/ mois
2	CEDEAO - Maghreb	20.000 – 30.000 UM	Mandats pas fréquents
3	Europe	50.000 – 80.000 UM	Ceux dont les familles les ont rejointes envoient rarement
4	USA	20.000 – 25.000 UM	Mandats faibles et pas fréquents

Source : Données fournies par les responsables des villages

4.4 Destinations des Transferts :

Les transferts sont en quasi-totalité destinés à l’alimentation de la famille restée au village. D’aucuns même disent que les montants transférés sont remis directement à un Commerçant qui ravitaille la famille, en **perpétuel endettement**. Il arrive rarement qu’il y est un surplus **non destiné aux investissements** mais plutôt injecté dans l’habillement, la santé, les produits de beauté pour les femmes et les fêtes religieuses.

Les Dépenses en matière de santé ou Fêtes Religieuses sont généralement honorés après un coup de Fil à l’émigré au moment de l’évènement.

Tableau 19: Niveau des ressources transférées allouées aux postes de dépenses des ménages.

N°	Rubrique	Pourcentage (%)	Observations
01	Alimentation	90 %	Les ménages très pauvres ne disposent généralement pas de transferts en provenance de l’émigration
02	Santé-Education	-	
03	Habillement	3%	
04	Constructions	5%-	Seulement au sein des ménages moyens et “ Nantis”
05	Autres : Fêtes religieuses,	2%	

Source : Données fournies par les responsables des villages

4.5 Les transferts, compensent-ils le manque à gagner de la Production Agricole ?

Les transferts d'argent ne suffisent pas à eux seuls pour combler le déficit de la production agricole, selon les participants aux focus : En effet, poursuivent-ils, avant la longue sécheresse (1971) qui sévissait au Sahel, une bonne récolte pouvait assurer les besoins alimentaires d'un ménage pendant une année. Actuellement et dans de nombreux cas, la récolte couvre à peine 01 mois de nourriture pour les ménages plus pauvres, 02 mois pour les pauvres, 03 à 04 mois de nourriture pour les ménages moyens et 5 à 6 mois pour les ménages dit " Nantis" avec 06 à 10 personnes en charge.

Il est clair que les performances actuelles de l'agriculture sont nettement en deçà des besoins des ménages. Cette faible performance induit une désaffection des bras valides, des abandons dans l'agriculture irriguée (petites superficies, coûts de production élevés, endettement), mais aussi une démographie conséquente.

Tableau 20: Niveau de couverture du Gap de production par les transferts

Rubrique/ Question-Réponse	Les transferts, Compensent-ils le manque à gagner de la Production Agricole ?	
Oui	10%	-
Non	90%	Une bonne récolte pouvait couvrir une année à 15 mois de nourriture pour un ménage. Actuellement, les Cash-transferts pour les ménages bénéficiaires correspondent au prix d'un sac de 50 Kg de riz et 01 bidon d'huile et pour les mandats cela couvre à peine 10% de la ration alimentaire mensuelle d'un ménage moyen (6 à 7 personnes)

Source : Données fournies par les responsables des villages

4.6 Causes du Désintéressement des personnes actives des activités Agropastorales :

La plupart des participants au Focus disent que les causes du désintéressement des personnes actives aux activités agropastorales sont nombreuses et se résument par ordre de priorité de la manière suivante : 1)-Sécheresse prolongée et mauvaise pluviométrie ; 2-Production agricole insuffisante(Faible) ; 3- Manque de Moyens Matériels et techniques agricoles rudimentaires ; 4- Manque d'activités Génératrices de revenu ; 5- Manque d'appui et d'encadrement des producteurs.

Toutes ces affirmations font que «**l'agriculture ne nourrit plus son bonhomme** » obligeant ainsi plusieurs actifs à rechercher d'autres alternatives comme les migrations saisonnières pour compléter la production agricole, la main d'œuvre occasionnelle, l'auto emploi, l'informel, la cueillette, la coupe de bois, du charbon **pour surtout les pauvres et les très pauvres. Les actifs issus des ménages moyens et nantis choisissent eux les villes** (Nouakchott, Nouadhibou et Zouérat), les pays de la sous région voire l'Europe et les USA.

Le tableau ci-dessous résume par priorité les raisons du désintéressement aux activités agropastorales.

Tableau 21: Principales causes affectant négativement la production agricole chez les ruraux.

Rubrique / Réponses	Causes du Désintéressement des personnes actives des activités agropastorales
---------------------	---

01	Sècheresse prolongée et mauvaise pluviométrie
02	Production agricole insuffisante(Faible)
03	Manque de Moyens Matériels et techniques agricoles rudimentaires
04	Manque d'activités Génératrices de revenu "AGR" (Emplois)
05	Manque d'appui et d'encadrement des producteurs

Source : Données fournies par les responsables des villages

4.7 Durabilité de la Stratégie du transfert et du cash-Transfert.

Globalement pour les transferts (migrants et immigrés), l'Enquête quantitative et les différents discussions de groupe sont arrivés à la conclusion que reposer sa stratégie de survie sur les transferts n'est pas durable.

En effet, il suffit que l'un des actifs subisse un choc (maladie, licenciement, faillite de son commerce, tension et mouvements sociaux affectant négativement l'activité du migrant ou de l'immigré) pour qu'une rupture du flow d'envoi s'installe plongeant le ménage récipiendaires dans un désarroi économique.

Pour le «cash transfer» dans le cadre des programmes de développement, la conclusion est identique selon les discussions de groupe. Pour ses participants, la simple et bonne raison est qu'il s'agit d'un don, donc un appui aux pauvres pour une période limitée(Soudure). Autrement dit, le cash-Transfert est une réponse à une question d'urgence (Déficit alimentaire). Toutefois, bien ciblé, bien géré, c'est un moyen de protection pour cette catégorie de personnes hors du circuit de production (les extrêmement pauvres).

Tableau 22: Opinion sur la durabilité des transferts (cash et ressources des immigrés et exodants).

Rubrique/ Question-Réponse	Cette stratégie d'accommodation est – elle durable ?	
Oui	00%	-
Non	100%	- Un don ou une aide est circonstanciel et jamais durable ! - Une telle stratégie atténuée certes la souffrance des plus pauvres, mais n'encourage pas durablement à l'effort et à la production !

Source : Données fournies par les responsables des villages

4.8 Solutions préconisées pour freiner l'émigration ou l'exode rural :

Par rapport aux mesures qu'il faut entreprendre pour freiner l'exode et l'émigration des personnes actives, les participants au " Focus" préconisent plusieurs alternatives parmi lesquelles on peut retenir les plus citées :

- Disponibiliser les Moyens Matériel et améliorer les techniques agricoles par le renforcement des capacités des producteurs
- Protéger les cultures contre la divagation des animaux et d'autres ennemis des Cultures
- Développer les infrastructures sociales de Base : Education, Santé, Hydraulique, Electricité, CFPP, Routes et pistes de désenclavement

- Approvisionner les populations en denrées de 1^{ère} nécessité
- Mise en place des centres de formation agricoles et techniques au profit des jeunes
- Fournir des équipements agricoles
- Appui et encadrement des Femmes rurales et producteurs locaux par la Mise en place de micro-crédits (“AGR”);

Tableau 23: Suggestions issues des discussions de groupes.

Rubrique / Réponses	Solutions préconisées pour Freiner l’émigration des personnes actives
01	Disponibiliser les Moyens Matériel s et améliorer les techniques agricoles par le renforcement des capacités des producteurs
02	Protéger les cultures contre les animaux, les criquets, les vairs et autres fléaux des cultures en disponibilisant les produits phytosanitaires, grillages et autres matériels utiles à l’agriculture.
03	Développer les infrastructures socio –économiques de Base : Education, Santé, Hydraulique, Electricité, CFPP, Routes et pistes de désenclavement.
04	Appui aux activités Génératrices de revenu par la mise en place de microcrédits.
05	Appui et encadrement des Femmes rurales, Formation et création d’emplois pour les jeunes.

Source : Données fournies par les responsables des villages

V- ANALYSE CONSOLIDÉE DES RESULTATS ISSUES DE L'ENQUETE ET DES DISCUSSIONS DE GROUPES. :

5.1 Aperçu historique du phénomène de l’émigration dans les zones d’étude :

L’émigration des populations rurales de la vallée du fleuve et partant des Wilaya du Brakna et du Gorgol n’est pas récente : En effet, cette zone Ouest-Africaine a connu plusieurs phases d’émigration qui ont jalonné l’histoire de sa population. Les facteurs qui déterminent les motifs des émigrés diffèrent d’une époque à une autre. Ce sont tantôt des facteurs structurels, tantôt des facteurs conjoncturels mais aussi des facteurs socioéconomiques liés à l’ancienneté de l’émigration à partir de cette contrée du pays.

Les facteurs d’ordre historique et d’ordre socioculturel relèvent de la pénétration coloniale, des troubles religieux qui avaient lieu à l’époque dans le Fouta, mais aussi de la structuration et du mode de fonctionnement de la société.

L’autre aspect historique de l’émigration dans la vallée du fleuve est celui des exigences coloniales. Même si cette partie de la Mauritanie était moins touchée par le commerce transsaharien, les colons avaient instauré un système de “navétanat” au Sénégal mais également de recrutement musclé de travailleurs pour la culture de l’arachide dans le centre du Sénégal. Ainsi, « vers 1860, le transfert du pôle économique de la vallée du fleuve vers les campagnes du centre-ouest du Sénégal

s'accompagne par la migration de la main d'œuvre c'est-à-dire les forces vives de cette partie du pays, notamment le Trarza, Gorgol et Brakna.

L'émigration n'est pas une fin en soi. Elle n'est non plus, pour certains émigrés, un phénomène admiré au demeurant. Autrement dit, si certains émigrés sont fascinés par le voyage, d'autres par contre partent contre leur gré. Ces derniers sont pour la plupart du temps poussés par des facteurs sociaux, telle l'émulation entre les membres d'une même famille qui est le principal facteur d'émigration. Ainsi, les coépouses portent un œil inquisiteur à leurs enfants qui ne sont pas intéressés par l'émigration. L'émulation entre voisins constitue également un autre facteur social d'émigration : Tant au niveau des familles voisines qu'au sein d'une même famille, les gens sont animés par une certaine concurrence. Au niveau des familles c'est l'envie de vivre mieux par rapport à son voisin qui anime les différents membres de la Communauté.

Dans tous les cas de figure, les investigations menées actuellement à travers cette étude confirment que les migrations récentes des populations des villages du Brakna et du Gorgol puis dans d'autres régions plus ou moins proches des rives du fleuve Sénégal, traduisent les crises provoquées par une sécheresse durable aux effets complexes. **Elles résultent aussi des insuffisances d'un système de production ne répondant plus aux besoins vitaux d'une population en forte croissance démographique.** Elles correspondent enfin à la remise en cause d'un système migratoire obsolète.

Parce que ces crises sont durables, elles provoquent une mutation en profondeur des sociétés concernées et de leurs territoires institutionnels. Si pour les villages du bassin du fleuve, elles s'expriment toujours par le départ des populations les plus jeunes, les réseaux qui se tissent entre sociétés de départ et sociétés d'arrivée contribuent à leur réorganisation, à des changements majeurs dont ceux concernant le développement économique, les relations sociales, les pouvoirs en place et les systèmes migratoires.

5.2 Problématique des Transferts au sein des ménages ruraux :

La menace conjuguée de la sécheresse, de la hausse des prix des denrées alimentaires, des déplacements de population, du retour des migrants en provenance de la Libye, de la pauvreté chronique et du taux élevé du chômage ont rendu les conditions de vie de plus en plus difficile en Mauritanie. Le pays connaît des baisses de production de plus de 70% et souffre de sérieux déficits alimentaires dans les zones agro- sylvo - pastorales. A cela s'ajoutent les graves pénuries de fourrage qui conduisent à la transhumance précoce et à des changements dans les voies empruntées par le bétail, aggravant ainsi les tensions entre communautés et aux frontières. De plus, la Mauritanie demeure dépendante pour plus de ¾ des ses besoins alimentaires des importations et à ce jour aucune tendance ne s'affiche pour renverser cette situation.

Dans les régions du Gorgol et du Brakna, une telle situation a rendu les conditions de vie des populations agro-pastorales de plus en plus pénibles et a lourdement affecté les transferts d'argent dans l'économie des ménages ruraux. Plusieurs ménages ne reçoivent plus d'envois et celles qui en bénéficient ont vu les montants baisser.

Pour répondre à cette situation et partant réduire autant que faire se peut les effets de la crise alimentaire Mondiale sur les populations mauritaniennes, l'Etat et ses partenaires au Développement , notamment l'**Union Européenne (DEVCO et ECHO)** et l'**USAID (FFP)** ont conçu en 2008 et engagé à partir de 2011-2012 en parallèle des mandats , pensions et "Zakat" dons en provenance des émigrés , le programme " cash-transfert " accouplé du programme " EMEL".

En 2012, ces programmes se sont concrétisés dans les Wilaya par l'éjection de 15.000 UM/ mois aux ménages démunis pendant la période de soudure limitée à 04 mois dans l'année. Des distributions de vivres du PAM et du CSA dans les deux Wilaya et le maintien des prix de denrées alimentaires de première nécessité à travers les boutiques EMEL ont été également effectuées en faveur des populations.

Malgré les importants efforts fournis par les pouvoirs publics, le cash transfert destiné aux catégories sociales les plus démunies demeure pour les populations de la zone d'étude peu efficace parce que de courte durée, insuffisant et provisoire. De plus, ils ne couvrent pas l'ensemble de leurs besoins alimentaires d'autant plus que les tailles des ménages sont variables.

En effet, si son objectif était d'améliorer le niveau de satisfaction des besoins de base des ménages les plus pauvres avec effet sur le niveau nutritionnel des enfants, pour les bénéficiaires du Brakna et du Gorgol, cela correspond juste au prix d'un sac de 50 kg de riz et un bidon d'huile de 04 litres. En ajoutant à cela les mandats opérés par les émigrés des villages concernés, les **transferts d'argent représentent à peine 40 % des charges d'un ménage moyen de 10 personnes dans les deux Wilaya**. Ils permettent juste à ce ménage de subvenir à ses besoins alimentaires pour une période maximale de 10 jours dans le mois.

Autrement dit, en partant des résultats de notre enquête qui chiffrent le besoin monétaire moyen du ménage à 70.000UM par mois dans les deux Wilaya, tous les transferts confondus ne couvrent en moyenne que 28.000 UM de ce montant. La crise alimentaire affecte réellement tous les ménages ruraux des deux Wilaya. Toute fois, en matière de précarité, il y a lieu de souligner une différenciation entre les catégories de ménages. C'est ainsi que :

- Les ménages **les plus pauvres** qui ne bénéficient que du Cash-Transfert (15.000UM/mois) et cela pendant 3 à 4 mois dans l'année parce n'ayant personne à l'extérieur pour subvenir à leurs besoins sont réellement plus affectés par la crise. Ils sont obligés de vendre leur force de travail à tout venant pour pouvoir se nourrir, si Non faire le mendiant
- **Les ménages pauvres** ne bénéficiant pas souvent du Cash-Transfert et ne recevant mensuellement qu'un montant affiché entre 10.000 UM de pension ou 15.000 et 30.000 UM de mandat de la part d'un émigré sont également affectés mais à des degrés moindre par rapport aux plus pauvres, et ceci dans le cas où ils bénéficient du Cash-Transfert. Dans le cas contraire, ils restent au même niveau que les plus pauvres.
- Les moyens et les "nantis" avec plus de 50.000 à 100.000 UM/mois ont certes les besoins couverts mais demeurent également très fragiles par rapport à la crise, car au moindre choc en provenance de l'émigration (licenciement de l'émigré, maladie ou expulsion par défaut de papiers) il y arrêt automatique du transfert, chute brutale du revenu et extrême pauvreté du ménage parce en rupture avec les travaux manuels des ruraux et de l'agriculture. Dans cette logique, les plus pauvres demeurent plus résistants aux situations de précarité parce que habitués aux travaux manuels et agricoles. En effet, les catégories les plus pauvres parce que n'ayant pas de migrant ni au niveau national et

encore moins à l'extérieur du pays ont plus d'initiatives et de stratégies contre la les effets de la crise alimentaire pour subvenir à leurs besoins.

Par ailleurs, les 60% restant des besoins du ménage soient **42.000UM** sont couverts par l'agriculture et les activités d'appoint comme l'élevage, les petits métiers "AGR", les dons et la solidarité familiale ou de voisinage entre musulmans, la main d'œuvre occasionnelle, l'auto emploi, la cueillette et la pêche fluviale.

Malgré l'insuffisance du montant du Cash-transfert, le programme en lui-même demeure indispensable aux populations rurales et permet aux bénéficiaires d'accéder aux boutiques **Emel 2012**, et dans certains cas, à « économiser » pour créer des activités génératrices de revenus. **C'est aussi une forme de protection sociale des extrêmement pauvres.**

En effet, dans les villes comme Maghtalahjar, Boghé, Djéol, Maghama et Waly, les transferts (cash – transferts et mandats des émigrés) combinés aux prix réduits des boutiques du programme **Emel 2012**, ont permis à certains ménages de faire face à l'impact de la crise alimentaire et d'envisager des stratégies d'adaptation au-delà même de l'urgence. C'est pourquoi dans les localités citées, certaines femmes se sont regroupées pour acheter des tissus, voiles pour les coudre et revendre (association pour l'auto emploi). D'autres investissent dans des activités génératrices de revenus et arrivent ainsi faire face à d'autres charges comme l'achat de produits de beauté et de médicaments.

Conscientes du fait qu'un don n'est jamais quelque chose de durable, les populations agro-pastorales du Gorgol et du Brakna perçoivent «les Cash-transfert» comme un moyen provisoire à la fois utile mais peu efficace pour un appui réel aux ménages ruraux démunis pour faire face à la crise alimentaire et partant lutter contre la pauvreté. **Ils constituent des « Filets de protection » pour la catégorie des plus démunis.**

Elles préconisent plutôt aux pouvoirs publics et les partenaires au Développement de les former en techniques agricoles, les outiller en matériel et les encadrer sur le plan technique dans l'exploitation et la valorisation de leurs terres. C'est à ce prix seulement disent-ils que les bras valides pourront rester au terroir, réduire la pauvreté et assurer une meilleure sécurité alimentaire au niveau du Brakna et du Gorgol.

Qu'advientraient-ils, si les ressources du transfert sont freinés :

Comme affirmé par les communautés interrogées, la stratégie de transfert comme un moyen de subvenir aux besoins du ménage n'est point durable. En effet, deux éléments composant les besoins du ménage font la différence entre les catégories des populations (Très Pauvres, pauvres, Moyens et Nantis): il s'agit du cheptel et des transferts.

Cette différence est plus visible chez les catégories Moyens et Nantis. Cependant, au regard des incertitudes liées à l'immigration (perte d'emplois des pourvoyeurs de fonds, maladies prolongées des immigrés, renvoi pour situation irrégulière, mouvements sociopolitiques dans les pays d'accueil notamment la crise économique mondiale, les crises sous régionales (Lybie, Mali, Tunisie, Egypte). Toutes ces crises ont fortement pesé sur les revenus des ménages affectant négativement les pouvoirs d'achat de toutes les catégories et plus particulièrement les Moyens et Nantis.

En effet, ces deux catégories qui comptaient plus sur ces transferts, se trouvent brusquement affaiblis par ce manque à gagner. La situation devient plus difficile pour ces deux catégories d'autant

plus qu'elles ont perdu certaines habitudes que continuent de pratiquer les deux autres catégories (très pauvres et pauvres) : travaux manuels, main d'œuvre occasionnelle, cueillette, etc.... **Plus cette situation perdure, les Moyens et Nantis seront obligés d'entrevoir d'autres stratégies de compensation ou se retrouver dans des situations p)lus précaires. Autrement ils vont grossir les catégories des Pauvres et très pauvres.**

VI- PERCEPTION ET AVIS DES POPULATIONS SUR LE PROGRAMME CASH-TRANSFERT :

6.1 - Perception des populations du programme "Cash-Transfert ":

A l'image des autres projets de lutte contre la Pauvreté, le Présent programme de Cash-Transfert dans les Wilaya du Brakna et du Gorgol constitue pour les populations agro-pastorales une action urgente d'atténuation des effets néfastes de la crise alimentaire mondiale sur les ménages les plus démunis des deux wilaya.

En effet, par ses actions de transfert de fonds dans le revenu des ménages les plus démunis, d'appui et d'accompagnement dans les activités de développement, mais également d'encadrement et de fixation des populations par des facilités d'accès et d'achat de denrées dans les boutiques du programme EMEL, la stratégie actuellement adoptée est perçue comme une mesure urgente d'atténuation des effets néfastes de la crise alimentaire.

De plus, malgré le montant jugé insignifiant par rapport aux besoins réels du ménage rural (**taille pouvant être grande**), ce programme a été accueilli comme une action salutaire ayant permis aux ménages bénéficiaires de rester à la limite du seuil critique d'extrême pauvreté.

Dans cette optique, les populations agro-pastorales du Gorgol et du Barkna qui ont suivi de prêt la manière dont les actions en faveur des plus démunis sont menées sur le terrain et écouté les explications fournies par les responsables et agents chargés de l'exécution des opérations ont vite compris que le Cash-transfert est un don du Bailleurs de fonds permettant de faire face dans l'urgence à l'impact de la crise alimentaire. A cette fin disent-elles, le montant remis au ménage bénéficiaire n'est assorti d'aucune condition, ni garantie et demeure ainsi une stratégie ponctuelle de courte durée.

En outre, parce que insuffisant (15.000 UM/mois), limité dans le temps (3 à 4 mois/an, les populations agro-pastorales du Brakna et du Gorgol estiment qu'il y a lieu de repenser cette stratégie dans le sens de les amener à s'auto suffire sur le plan alimentaire et en leur apportant l'encadrement et l'appui nécessaire pour enrayer ce fléau. **A cet effet, elles recommandent aux responsables du Programme d'augmenter l'enveloppe financière du Cash-Transfert et l'éjecter dans les aménagements agricoles, la mécanisation, la formation, l'encadrement, le Développement des infrastructures de base pour restaurer la base productive et la mise en place de microcrédits favorisant la création d' AGR viables.**

Bien que nécessaire et loin de rejeter le programme Cash-Transfert utile pour les ménages démunis, les populations agro-pastorales du Gorgol et du Brakna demeurent convaincus qu'avec des moyens, techniques et matériels et technologies appropriés et des conditions de travail décentes, elles pourront mieux s'auto-suffire et lutter efficacement contre la pauvreté.

6.2 Solutions des populations pour freiner l'émigration :

Plongées dans une situation de détresse et conscientes de l'ampleur du phénomène, les populations agro-pastorales du Brakna et du Gorgol avancent plusieurs raisons à l'origine de l'émigration et du désintéressement des personnes actives aux activités agropastorales.

Elles partent de la sécheresse prolongée, au manque de pâturages, au manque d'emplois, à la divagation des animaux, au manque de protection des cultures, au faible niveau de la production agricole et au manque d'encadrement technique des producteurs.

Cependant, les plus fréquentes et couramment citées se classent par ordre de priorité comme suit :

- Manque d'encadrement et d'appui aux agriculteurs
- Faiblesses de Moyens Matériel et technique du producteur
- Manque de protection des cultures
- Sécheresse prolongée
- Niveau de Production très faible (1 à 1,5 tonne /ha)
- Manque d'emplois pour les jeunes
- Absence de crédits agricoles ou de microcrédits
- Scolarisation des enfants et Formation des jeunes dans des établissements hors zones de production et pour des domaines non agricoles (médecine, enseignement, énergie Militaire, hydraulique etc...).

Et pourtant, ces populations du Brakna et du Gorgol désœuvrées et pauvres ne manquent pas d'initiatives pour trouver des solutions à ce fléau. Elles estiment qu'avec les moyens et l'encadrement nécessaire être capables de lutter efficacement contre les effets néfastes de la crise alimentaires, freiner les départs massifs de bras valides du milieu rural et partant amorcer un développement équilibré et harmonieux de leur terroir.

De plus, elles préconisent que toute solution qui occulterait les grandes lignes suivantes serait vouée à l'échec.

Il s'agit notamment de :

- Le Développement des Aménagements et activités agricoles
- Le Renforcement de capacités des producteurs agricoles par la mise en place de centres d'apprentissage et de formation à l'agriculture
- La Fourniture aux producteurs d'équipements et de matériels agricoles

- La protection et sécurisation des cultures
- L'Approvisionnement en denrées Alimentaires de 1ere nécessité
- Le développement des Activités génératrices de revenu " AGR".

6.3 - Souhaits des populations :

La persistance de la sécheresse, la montée du prix du pétrole ayant engendré une augmentation vertigineuse des prix à la consommation, le faible niveau de la production nationale et le taux élevé du chômage ont rendu les conditions de vie de plus en plus difficile en Mauritanie.

Si les pauvres représentaient 46 % en 2004, force est de constater de nos jours qu'ils dépassent 51% au niveau National et atteignent 60% dans les wilayas du Gorgol et Brakna. A ce jour, aucune mesure concrète n'est encore trouvée pour faire reculer le fléau de la pauvreté dans le pays. Les populations rurales et plus particulièrement, celles du Gorgol et Brakna, désœuvrés et sans moyens continuent de vivre dans l'extrême pauvreté.

Face à cette situation, les populations agro-pastorales du Gorgol et du Brakna , plus particulièrement les couches les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes demeurent désœuvrés et angoissés manifestent visiblement à travers les programmes Cash-Transfert et Emel (boutiques de stabilisation des prix de denrées de premières nécessité) initiés dans leur zone comme mesures d'urgence d'atténuation de l'impact de la crise alimentaire ,une opportunité d'insertion dans la vie active, mais également des possibilités d'emplois et de financement de leurs activités à travers les microcrédits.

Elles ne réclament pas le luxe mais souhaitent bénéficier de conditions de vie acceptables (eau, électricité, téléphone, préservation de leur environnement), trouver un emploi décent et durable et vivre en paix.

De plus, ces populations agro-pastorales manifestent une réelle adhésion à toute action en faveur du développement de leur terroir et se disent disponibles à y contribuer. La priorité qu'on pourrait leur accorder dans la disponibilisation de moyens matériel et technique, à la Formation et au renforcement de leurs capacités, à la sécurisation des exploitations agricoles, à la création d'emplois contribuera sans nul doute à la fixation de bras valides du secteur agricoles, mais également au Développement dans les deux Wilaya.

Convaincus d'un développement futur de leur espace géographique et déterminés à rester dans leur terroir actuel, les femmes et les jeunes du Gorgol et du Brakna issus de ces populations se portent volontaires à participer activement et de manière concertée à toutes les phases des projets et programmes de développement retenus en leur faveur.

Tout en restant favorables à une approche participative dans la réalisation de ces programmes et projets de Développement en leur faveur, les populations agropastorales du Brakna et du Gorgol résument leurs doléances à travers les points suivants :

- La disponibilisation de Moyens Matériels et l'amélioration des techniques agricoles par le renforcement de leurs capacités de production
- La Protection des exploitations contre la divagation des animaux et autres ennemis des Cultures.
- Le Développement des infrastructures socio-économiques de Base : Education, Santé, Hydraulique, Electricité, CFPP, Routes et pistes de désenclavement
- L'approvisionnement des populations en denrées alimentaires de 1^{ère} nécessité.
- La Mise en place de centres de formation agricoles et techniques au profit des jeunes
- La Fourniture d'équipements agricoles performants, capables d'impulser un véritable développement
- L'Appui et l'encadrement des Femmes rurales et producteurs locaux par la Mise en place de micro-crédits ("AGR") en vue de développer les activités génératrices de revenus (Maraîchage, teinture, artisanat, teinture, etc...).

Enfin, les populations agro-pastorales du Gorgol et du Brakna estiment que pour les mettre à l'abri des effets néfastes de la crise alimentaire, freiner le départ des bras valides en ville et propulser ainsi un véritable développement dans les zones rurales, l'Etat et ses partenaires au Développement se doivent d'orienter leurs efforts dans la mise à leur disposition de Moyens techniques et Matériels adéquats, de mise en place de dispositifs appropriés pour la protection des cultures, d'un encadrement technique aux producteurs, de propulser le développement des infrastructures de base et la création d'emplois pour les jeunes.

Une fois ces conditions et dispositifs remplis, tout porte à espérer que le Gorgol et le Brakna seront devant un avenir radieux. /.

VII – CONCLUSION – RECOMMANDATIONS :

Les investigations menées sur le terrain, les discussions de groupes ont permis non seulement de recueillir le maximum d'informations sur tous les aspects couvrant les conditions de vie des ménages du Brakna et du Gorgol, **mais également de mieux apprécier les avis, perceptions et recommandations des populations bénéficiaires sur la contribution des transferts dans l'économie des ménages agro-pastoraux.**

Elles confirment la faiblesse de la production agricole dans toutes les catégories de ménages. Aucun n'est en mesure de satisfaire ses besoins alimentaires uniquement basée sur la production propre. Cette production agricole ne différencie pas beaucoup les ménages des catégories dans la zone

d'étude. Le complément est assuré par les Achats faits à partir des transferts (mandats, pensions, cash-transferts), l'élevage, le commerce, les petits métiers et autres activités d'appoint "AGR". Le capital animal (cheptel) et les transferts des immigrés sont ce qui crée la différence entre les quatre catégories identifiées dans la zone d'étude.

Les transferts issus des immigrés comme ceux issus des programmes des partenaires sont essentiellement consacrés à l'alimentation. Les investissements provenant des transferts sont rares voire nuls.

Il ressort également qu'une stratégie basée sur le transfert des immigrés, des exodants demeure fragile et n'est pas durable. En effet, les chocs mis en exergue confirment cette fragilité (maladies, licenciements, faillite du commerce exercé par l'immigré, troubles et mouvements sociaux affectant négativement l'immigré). Dans pareilles circonstances les ménages bénéficiaires, surtout chez les nantis et les moyens, peuvent s'effondrer et retomber dans la pauvreté.

S'agissant de populations rurales et semi-urbaines plongées dans l'extrême pauvreté et ancrées dans les traditions, la réalisation de projet et programme de lutte contre les effets de la crise alimentaire de cette envergure en milieu rural suscite en elles beaucoup d'espoir mais également des craintes dans les changements de mode de vie, les réformes foncières et domaniales, le partage en commun d'activités génératrices de revenus et d'infrastructures sociales de base (puits, forages, écoles, centre de santé, exploitations agricoles) et la modernisation ou réorganisation du système sociale.

En effet, à l'issue de l'enquête, bon nombre de ménages des espaces ruraux concernés (90%) estiment que les transferts couvrent environ 40% de leurs besoins et que la stratégie actuelle pourrait être révisée pour combler le vide. A cet effet, le Cash-Transfert doit être renforcé, généralisé et orienté vers des actions de Développement. Ce qui permettra un recul de la pauvreté, une fixation des populations, un retour aux terroirs d'émigrés, une réduction du chômage et partant une amélioration de conditions de vie des populations.

Par contre une autre frange (10%) moins importante sur le plan numérique des mêmes espaces ruraux, plus avertie et imprégnée des rouages de la vie et du fonctionnement des projets de développement communautaire estime que ce programme Cash-transfert est terminé et que sa reconduction dépendra des aléas climatiques, de la conjoncture économique nationale et internationale. Ils pensent également que le développement recherché viendra avec des réformes foncières, une arrivée massive des hommes d'affaires, comme c'est le cas au Trarza, au Brakna Ouest et bientôt Gorgol.

Dans tous les cas de figure, à partir du moment où l'on parle de contribution des transferts dans le revenu des ménages et du vœu de voir l'enveloppe du Cash-Transfert augmentée et orientée dans la construction et l'augmentation des aménagements agricoles, la réalisation d'infrastructures socio-économiques de base, la sécurisation des terres et la création d'emplois, les populations ne pensent plus quitter leur terroir et optent pour le principe de rester dans un endroit où existent des infrastructures sociales de base permettant une amélioration de leurs conditions de vie et d'existence.

C'est dire que pour réussir les projets et programmes de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté, les responsables techniques de l'Etat et les Bailleurs de fonds doivent mener des études

participatives au préalable et impliquant en amont et en aval les bénéficiaires sur la mise en œuvre et le fonctionnement du programme afin de recueillir leur pleine adhésion.

Enfin, les populations agro-pastorales du Gorgol et du Brakna demeurent convaincues que pour les mettre à l'abri des effets néfastes de la crise alimentaire, freiner les départs des bras valides du secteur agricole en ville et propulser ainsi un véritable développement dans les zones rurales, l'Etat et ses partenaires au Développement se doivent de mettre à leur disposition des moyens techniques et matériels adéquats pour renforcer la productivité, un dispositif approprié pour la protection des cultures, encadrer les producteurs, développer les infrastructures de base et créer des emplois pour les jeunes.

Dans cette optique, il y a lieu de prendre en compte les préoccupations, suggestions et recommandations suivantes:

- Animer et sensibiliser les populations pour leur adhésion et participation aux projets et programmes en leur faveur.
- Inviter les services régionaux du MDRE, de l'Hydraulique, du CSA, de la SONADER et autres acteurs de Développement à prévoir des séances d'animation et de sensibilisation des populations dans les Zones rurales du Brakna et du Gorgol sur les enjeux des projets de Développement.
- Renforcer les capacités des producteurs agricoles par la mise en place de centres d'apprentissages et de formation à l'agriculture.
- Développer les Aménagements et activités agricoles et relever la productivité à travers des techniques novatrices (semences de qualité, aménagements et parcelles adéquates, réduction des coûts des infrastructures, techniques d'irrigations simplifiées, etc....)..
- Fournir aux producteurs les équipements et matériels agricoles nécessaires
- Approvisionner les populations en denrées Alimentaires de 1ere nécessité
- Développer les Activités génératrices de revenus "AGR" viables par la mise en place de Microcrédits conséquents (création de micro entreprises rurales) ;
- Au titre des **priorités des deux Wilaya**, on trouve: la protection des moyens d'existence des ménages les plus vulnérables à travers des Filets sociaux ou l'utilisation du «**Cash transfert**» comme un mécanisme de protection sociale, le renforcement de la résilience des éleveurs, des agro-pasteurs et des agriculteurs ; appuyer la gestion / conservation des ressources naturelles comme les pâturages, l'eau, les arbres et le sol; mettre en œuvre des interventions d'urgence intégrées pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en direction des familles les

plus vulnérables, en particulier les femmes, renforcer la gestion et la réduction des risques de catastrophe aux niveaux local et national ; soutenir la coordination, et renforcer la gestion de l'information sur la sécurité alimentaire et les systèmes d'alerte précoce.

- Une intervention rapide est nécessaire pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation de la sécurité alimentaire et éviter une crise alimentaire et nutritionnelle à grande échelle. Outre les activités d'urgence et de réhabilitation, des interventions à moyen et long termes sont nécessaires pour inverser le cycle de pénuries alimentaires et de crises en Mauritanie et s'attaquer à la vulnérabilité structurelle.

Enfin, les composantes ayant participé aux discussions de groupes (femmes et jeunes) trouvent que les programmes et projets de sécurité alimentaire auront mieux réussi en les faisant participer pleinement dans toutes les phases de leur développement : A titre d'exemple :

Appui aux activités féminines, La population féminine des Zones rurales du Brakna et du Gorgol est importante. Selon les investigations sur le terrain, elle représente plus de 60 % de la population fixe. En dehors des travaux domestiques, elles s'adonnent beaucoup plus aux petites activités génératrices de revenus (Couture, teinture, maraîchage, vente de poisson, artisanat etc). Le statut des femmes au sein de la société doit être amélioré dans le sens d'une plus grande autonomie, laquelle serait en mesure d'accroître leurs initiatives et leur contribution au développement.

Ainsi, les programmes Cash-transfer et Emel, pour être efficace doivent impliquer les femmes dans l'affectation des fonds, la répartition au niveau des ménages, la vente et la gestion, organiser des séances d'animation et de sensibilisation sur les enjeux du Cash-transfert et des boutiques Communautaires et les assister dans l'organisation et la gestion des coopératives maraîchères afin de mieux les assainir et les préparer au crédit de Campagne d'activités, .

Par ailleurs, former et encadrer les femmes dans les programmes de reboisement, d'économie d'énergie'' Foyers-améliorés'', la construction des aménagements- Les appuyer dans la construction et l'équipement des locaux (centres de promotion féminine, crèches, centres d'alimentation communautaire, etc.) nécessaires aux activités féminines.

Enfin, les femmes fondent beaucoup d'espoir sur l'Etat et ses partenaires au Développement, notamment le PAM et l'Unicef dans l'alimentation et l'éducation des enfants, mais également l'appui dans le maraîchage et l'artisanat Féminin par la fourniture d'équipements et de matériels nécessaires au fonctionnement des machines, petit outillage et matériels divers, matières premières.

Appui aux Jeunes :

Désœuvrés et angoissés par un monde un environnement peu productif et peu créateur d'emplois, les jeunes ruraux du Brakna et du Gorgol constituent la frange sociale la plus touchée par le phénomène du chômage dans les zones rurales. Certains parmi eux, s'adonnent quelquefois à de petits métiers générateurs de revenus notamment le petit commerce, le transport (Charrette), la menuiserie, la maçonnerie etc.... D'autres ne parviennent pas à trouver un travail à plein temps et rémunérateur.

Dans cette situation, les jeunes pensent à être encadrés, assistés et insérés dans la vie active par une priorité à l'embauche dans les chantiers en construction et autres projets de Développement opérant dans leur zone de résidence.

Ils souhaiteraient également être impliqués dans les programmes de Sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté, mais également dans actions de sensibilisation sur les IST/ VIH-Sida, les initiatives au reboisement et l'entretien des radiers contre l'ensablement. Il s'agit d'intensifier «**le cash contre travail**» pour ces actions communautaires.

Le Rôle de l'Administration :

Tout au long du processus des projets et programmes de Développement, les autorités administratives se doivent de se disponibiliser et se mettre à l'écoute des populations pour mieux répondre à leurs besoins, pour propulser un véritable Développement dans leur circonscription administrative. L'administration aujourd'hui est la seule institution capable de suivre les distributions de vivres, de régler les conflits fonciers et sociaux au niveau de leur circonscription respective. A cet effet, elle doit encadrer, animer et orienter les populations sur les enjeux des projets et programmes de Développement et partant aider à mieux gérer les projets et résoudre les conflits fonciers entre les populations et l'Etat.

Enfin, en leur qualité de tutelle administrative et première autorité responsable du système d'information consensuelle sur la Sécurité Alimentaire régionale (SIC-SAR), les responsables régionaux doivent jouer pleinement leur rôle en informant à temps la haute hiérarchie sur l'ampleur et la situation alimentaire et nutritionnelle des populations. Pour cela, elle devra s'approprier du SICSAR et en faire un outil d'aide à la décision ; mieux, elle devra assurer sa pérennité.

VIII - ANNEXES :

Annexe 1 : - Ordre de Mission

Annexe 2 : - Fiches d'Enquête sur le Terrain

Annexe 3 : - Personnalités Rencontrées

- Annexe 1 : Ordre de Mission signé par les différents Waly et Hakem des Wilaya Concernés

MAURITANIE 2000 SARL

BUREAU D'ETUDES

Etudes, suivi et réalisation des projets de développement

- Promotion industrielle et agricole
- BTI / CDE/PRO-INVEST
- Prestations de services

Ilot DN°20.BP3056NKTT-Mauritanie
Tel /Fax : 222 - 525.63.85. GSM : mauritanie2000sarl@yahoo.fr

Vu au passage à M. Lehyar le 27/12/2012

Vu à l'initiative de M. Lehyar le 27/12/2012

26 DEC 2012

N/Réf : 35/AED/ 012

ORDRE DE MISSION

Nom

AMADOU

Prénom

EL HADJ DIOP

Fonction

Directeur Général-Mauritanie2000sarl
Consultant / ANED/PAISA-BG/ BRAKNA-GORGOL

ET

Messieurs :

Malik Arby Kane (Economiste), Yahya Diop, Mariata Yall (Stagiaires sociologues), Guedda Sow (Enquêtrice)

Objet :

Enquête sur la Contribution des transferts dans L'économie des ménages du Brakna et du Gorgol

Destination :

Brakna – Moughataa de (Māgtalahjar, Boghé, M'Bagne et Gorgol-Moughataa de (Kaédi, Toufndé Civé Maghama).

Date de départ :...

27 / 12 / 2012

Date de retour :...

fin de Mission

Moyen de Transport :

Toyota Land-Cruiser, Matricule **4606 AN 00**

Diop Amadou El Hadi :

Abagne

27/12/2012

27/12/2012

Vu à l'Arrivée au Gorgol le 20/12/2012

Wali

2013/01/01

Mauritanie 2000 Sarl

- Annexe 2 : Fiches d'enquête " Ménages" et " Focus Group "

FICHE D'ENQUETE :

MENAGE - ANED

I - IDENTIFICATION DU MENAGE :

Numéro de la fiche

|_|_|_|

Nom Enquêteur: _____

Nom Chef du Ménage _____

Q101	Nom du village	_____	_ _ _
Q102	Ethnie		_ _
Q102	Depuis quand habitez-vous ce Village		
II COMPOSITION DU MENAGE			
Nombre de personnes vivant dans le ménage (Dimension ménage par groups d'âge)			
Q201A		0 à 6 ans	
		Masculin	_ _ _
		Féminin	_ _ _
Q201B		7-14 ans	
		Masculin	_ _ _
		Féminin	_ _ _
Q201C		15 à 65 ans	
		Masculin	_ _ _
		Féminin	_ _ _
Q201D		Plus de 65 ans	
		Masculin	_ _ _

		Féminin	__ __
Q201E		Total	
		Masculin	__ __
		Féminin	__ __
	III HABITAT		
Q301	Type de Domicile	1. Tente 2. Hutte 3. Case/Banco 4. Maison/Banco 5. Maison/Ciment	__
Q302	Statut d'occupation	1. Propriétaire 2. Locataire 3. Logé/gratuit 4. Appropriation 5. Logé/employeur	__
Q303	Source d'éclairage	1. Electricité 2. Gr.Electro 3. Gr.solaire 4. Lampe /pétrole 5. Bougie 6. Feu/bois 7. Autres	__
Q304	Source d'énergie pour la Cuisine	1. Charbon de bois 2. Bois 3. Gaz 4. Electricité 5. Autres	__
Q305	Mode d'évacuation des ordures	1. Collectées 2. Jetées 3. Brûlées 4. Enterrées	__
Q306	Type de Toilettes	1. Latrine avec Fosse 2. Cuvette/seau 3. Pas de toilette 4. Autres	__
	IV ACTIVITE		
Q401	Chef de ménage (en % de temps)	Agriculture Elevage Pêche Commerce	__ __ __ __

		Autres à préciser	_
Q402	Mère de famille (en % de temps)	Agriculture Elevage Pêche Commerce Autres à préciser	_ _ _ _ _
Q403	Autre (s) actif (s) en % de temps)	Agriculture Elevage Pêche Commerce Autres à préciser	_ _ _ _ _
Q404	Remarques : Insister sur le rôle de la femme		
V CONSOMATION ET REVENU DES MENAGE			
En prenant le mois de novembre comme référence, estimer votre consommation mensuelle pour chacun des produits suivants			
Q501	Riz	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q502	Autres céréales	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q503	Poisson/viande	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q504	Huile	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q505	Lait	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q506	Sucre/Café/Thé	_ _ _ _ _ _ _ _ _	

Q507	Savon	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q508	Dépenses de santé	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q509	Dépenses d'éducation	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q510	Habillement/chaussures	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q511	Cérémonies/Funérailles/Festivités	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q512	Autres (préciser) _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _	
Q513	Principale source de Revenu du Ménage	1. agriculture 2. Commerce 3. élevage 4. artisanat 5. salarié/pension retraite 6. mandat 7. autre	_ _
Quelles sont actuellement vos 2 principales sources de revenu ?			
Q514A	Source 1	1. Production agricole 2. Commerce 3. élevage 4. artisanat 5. salarie/pension retraite 6. mandat/transfert d'argent 7. autre (préciser) _____	_ _
Q514B	Source 2	1. Production agricole 2. Commerce 3. élevage 4. artisanat	_ _

		5. salarie/pension retraite 6. mandat/transfert d'argent 7. autre (préciser	
Q515	Votre production est-elle suffisante ou insuffisante pour vos besoins	1. Suffisante 2. insuffisante	__
Q516	Disposez-vous de stocks (stock et/ou approvisionnement) de céréales (Mil ; Sorgho ; Maïs ; Riz ; autres) ?	1 Oui 2 Non	__
Q517	Pensez-vous que votre stock actuel est suffisant pour couvrir les besoins alimentaires de votre ménage jusqu'aux prochaines récoltes ?	1 Oui 2 Non	__
Q518	Est-ce vos réserves alimentaires ont augmenté à la suite de l'intervention du projet	1 Oui 2 Non	__
Q519	Si oui combien de mois vos réserves alimentaires permettent--il de couvrir vos besoins?	Inscrire le nombre de mois	__ __
Q520	Dans votre ménage, avez-vous reçu des cash transferts	1 Oui 2 Non	__
Q521	Le transfert d'argent suffit-il à lui seul pour combler le déficit de la production agricole	1 Oui 2 Non	__
Q522	Justifier votre réponse	_____ _____	__

VII- EMMIGRATION : Problématique des Transferts

Q601	Combien de personne (s) de votre ménage ont quitté le village ?	Inscrire le nombre de personnes	__ __
------	---	---------------------------------	--------

Q602	Pourquoi ont-ils quitté le ménage ou village	1. Sécheresse 2. Manque d'activité 3. Manque de moyens de survie 4. Autre (préciser) _____	__
Q603	Que Faisaient-ils comme activité dans le village?	1. Agriculture 2. Elevage 3. Commerce 4. Artisanat 5. Autre (préciser) _____	__
Q604	Quel est leur lieu de Destination ?	1. Mauritanie 2. Etranger	__
Q605	Si en Mauritanie Où?	1. Nktt 2. Kaédi 3. NDB 4. Zouerate 5. Autre	__
Q606	Si à l'étranger ! Pays et Ville !	1. Maghreb 2. CEDEAO 3. Europe 4. Autre	__
Q607	Reviennent-ils Chaque année ?	1. Oui 2. Non	__
Q608	Si oui combien de fois par an ?		__
Q609	Si non, Evoquez les raisons ?	_____	__
Q610	Quelles sont les destinations des montants transférés au sein de votre ménage ?	Alimentation (Nourriture) Constructions/Bâtiments, villas etc Autres : Habillement, scolarités, santé	__ __ __
Q611	Quelle est le niveau des montants transférés ?	Moins de 50.000 UM/mois 51-100.000 UM/mois 101.-150.000 UM/mois Plus de 150 000 UM/mois	__
Q612	Quelle est la fréquence des envois ?	1. Mensuelle 2. Annuelle 3. Pas fixe	__
Q613	Ces transferts Compensent-ils le manque à gagner de la production agricole ?	1. Oui 2. Non	__

Q614	Pensez – Vous que cette stratégie soit durable ?	1. Oui 2. Non	__
Q615	Quelles sont les problèmes que vous vivez après leur départ en ville ou à l'étranger Noter 1 dans le bac pour réponses citées 0 si non	Séparation (Nostalgie) Education des enfants Endettement des ménages ou divorce Réduction de la main d'œuvre	__ __ __ __
Q616	Que faut-il faire dans le village pour freiner ou enrayer l'émigration des personnes actives?		
Q617	Solution 1	_____	__
Q618	Solution 2	_____	__
Q619	Solution 3	_____	__

Je vous remercie !

VIII. OBSERVATIONS DE L'ENQUETEUR :

.....
.....

FICHE D'ENQUETE :
VILLAGE - ANED
"FOCUS - GROUP"

I – LOCALITE :

Nom :

Composante(s) Sociale(s) dominante :Arabe (haratine – Beidane)

Haalpular-ène

Soninko

Wolof

Date de Création de la (localité)/Village.....

Commune de :

Wilaya du

II - DEMOGRAPHIE :

- Répartition de la population du Village par sexe et par âge

Nb. habitants	Hommes 15 à 90 ans	Femmes 15 à 90 ans	Garçons (- 15 ans)	Filles (- 15 ans)	Total

Estimation par le ou les Responsable (s) du Village !

- Répartition de la population du Village par ménage/ fixe/ A l'extérieur du village

Nb de ménages/village	Ménages Fixes	Ménages à l'extérieur

-Préciser, le Nb de ménages dont la survie dépend des transferts :

III – ACTIVITES ECONOMIQUES

ACTIVITE ECO /ORDRE DE PRIORITE				Observations /Niveau de production
01				
02				
03				
Autres : 1 2 3				

Agriculture,Elevage, Commerce,Pêche, Artisanat, Cueillette, émigration etc.....

- VotreProduction est elle Suffisante ? Oui, Non,.....
- Si oui, Pendant combien de mois, peut elle couvrir les besoins du ménage. ?.....
- Si non, quelles sont les Causes ? Manque de matériel – mauvaise pluviométrie-
Manque de pâturages, Sauteriaux-
- Autres....,
- Le reste est couvert par quoi ? – Aide alimentaire- Cash-tranfert- Autres.....

.....
.....

IV- EMMIGRATION :

4.1 Combien de vos ressortissants vivent en dehors du village ?

Nb de Personnes / village	1933-59	1960-70	1971 -2012
Hommes			
Femmes			
Total			

Remarques : Préciser le début de l'émigration, son évolution et période ou année de forte

Emigration.....

4.2 Pourquoi ont-ils quitté le village ?

- Expliquez Raisons ! Guerre (s), Sècheresse, Emploi salarié, Manque d'activités,

.....

4.3 Quel est leur lieu de Destination ?

- Si en Mauritanie Où ? NKTT - Kaédi- NDB – Zouératt.....

- Si à l'étranger ! Pays et Ville !

- Maghreb.....

- CEDEAO.....

- Europe.....

4.4 Reviennent-ils Chaque année ?

Si Oui, Combien de fois /an et à quelle période ?

.....

.....

Si non, Evoquez les raisons ?

4.5 Quelle est le niveau des montants transférés ?

- Mensuelle :

- de 50.000 UM	51-100.000UM	101.-150.000UM	+ 150.000
----------------	--------------	----------------	-----------

- Annuelle :

.....UM

4.6 Quelle est la fréquence des envois ?

- Mensuelle

- Annuelle

- Pas fixe

4.7 Quelles sont les destinations des montants transférés au sein des ménages ?

- Alimentation (Nourriture).....

- Constructions/Bâtiments, villas etc...

- Autres : Habillement, scolarités, soins de santé.....

4.8 Combien de ménages de votre village ont bénéficié cette année du Cash –Transfert

(15.000 UM/mois).....

4.9 Qui a donné le Cash-Transfert ? PAM- World-Vision- Croix-Rouge, l'ETAT,

GRET.... etc..

4.10 Ces transferts Compensent-ils le manque à gagner de la production agricole ?

- Si oui, Comment !.....

- Si non pourquoi ?.....

4.11 Pensez – Vous que cette stratégie soit durable ?

.....

.....

4.12 Quelles sont les problèmes que vous vivez après leur départ en ville ou à l'étranger ?

- Séparation du Couple (Nostalgie)
- Education des enfants
- Endettement du ménages ou divorce
- Réduction de la main d'œuvre villageoise

4.13 Quels sont les impacts de l'émigration ?

- Effets Positifs, citez.....
- Effets Négatifs, Enumérez.....

4.14 Que faut-il faire dans le village pour freiner ou enrayer l'émigration des personnes actives?

- Solutions préconisées :
 - 01.....
 - 02.....
 - 03.....

4.15 Suggestions et recommandations pour freiner l'émigration des bras valides du village et améliorer progressivement la production agricole !

.....

.....

.....

V. IMMIGRATION :

- Existe-t-il des populations étrangères qui cohabitent avec vous ?

Si oui, quel est leur effectif ? Ou / en Nombre de ménages ?

- Depuis quand ces populations sont elles avec vous ?

Précisez l'année ou la période.....

- D'où viennent t- elles ?

Pays..... Région.....Localité.....

- Que font-elles comme activités ?.....

- Ces immigrés rentrent – ils souvent chez eux ?

Si oui, à quelle période de l'année ?.....

Si non, pourquoi ?.....

Je vous remercie !

VI. OBSERVATIONS DE L'ENQUETEUR :

.....

.....

.....

.....

.....

- Annexe 3 : Liste des personnalités rencontrées/

N°	Nom et Prénom	Fonction-Adresse
01	Diallo Amadou Samba	Waly Mouçaid du Brakna
02	Moctar M'Bareck o/ Med.Chiekh	Hakhem de Maghtalhjar
03	Moussa o/ Ahmedou	Ancien Maire de Maghtalhjar
04	Ahmedna o/Mohamed	Hakhem de Boghé
05	Bâ Adama Moussa	Maire de Boghé
06	Mohamed o/ Klil	Hakhem de M'Bagne
07	Moulaye o/ Abdallah	Waly du Gorgol
08	Ahmed Salem O/ Nagi	Hakhem de Kaédi
09	Med. o/ El Moctar O/ Baba	Hakhem de Maghama
10	Sy Abdoulaye	Maire de M'Bagne
11	Wade Ibrahima	Maire de Maghama
12	Dia Khalidou	Adjoint au Maire de Waly
13	Bâ Abdoulaye Moussa	Maire de Diéwol
14	Mamadou Sidi Wélé	Responsable des jeunes de Diéwol
15	Hachem o/ Samory	Maire de Beilougué Litama
16	Ba Ousmane Sidi	Adjoint au Maire de Tokomadji
17	Oumar O / Ahmed Salem	Maire de Débaye-El Hijaj
18	Sarr Djibril	Formateur-CFPP/Kaédi, Resp. Cash-Transf. Maghama
19	Silly Gandéga	Economiste-Chercheur, Ancien Ministre MDRE
20	Bouna	Coordinateur Cellule MAED/ Brakna
21	Diop Demba	Coordinateur/PAISA/BG
22	Bâ Soulé Bocar	Ancien Commissaire de Police, Chef de village de Synthiane
23	N'Diaye Djibril	Adjoint au Maire de Boghé
24	Diop Alassane Silèye	Prof. En retraite-Ancien Maire de Tokomadji
25	Diakitè Ibrahima	Administrateur Civil. SG. De la Mairie de Boghé

